

BP41-1870-1880

**KPB - archief** **Archives PCB**  
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC  
beheer / gestion DACOB & CARCOB

**PB / BP 41**

PB/BP 41

1970  
Pour le B.P.

Les élections communales  
peuvent contribuer  
à remettre de l'ordre  
dans les affaires du pays

Les élections communales du 11 octobre auront lieu dans un climat politique profondément perturbé.

Les travailleurs, les démocrates, pourront, par leurs votes, contribuer à assainir la situation. Dans ce but, il faut faire des communes les bases d'une vie démocratique plus active et créer ainsi des conditions plus propices pour commencer à remettre de l'ordre dans les affaires du pays.

Le caractère politique du scrutin n'est pas douteux. Tous les milieux politiques disent en attendre des indications pour l'avenir. Il importe donc que ces indications soient favorables au développement de l'action du mouvement ouvrier et des forces progressistes, seuls capables de sortir le pays du gâchis.

POURQUOI ?

Les communes deviennent de plus en plus de simples rouages de l'appareil d'Etat qui les prive des moyens - notamment financiers - d'exercer leur autonomie au bénéfice des citoyens.

Et ce n'est là qu'un des aspects du gâchis.

Les structures de la Belgique unitaire se désagrègent sous la pression des faits.

Les principaux problèmes restent sans solution

- problèmes communautaires.
- exigences sociales des travailleurs.
- blocage de l'incessante montée des prix, des impôts, des taxes.
- résistance à l'emprise des trusts nationaux et étrangers sur la vie économique.
- réponse à l'exigence de démocratisation réelle de la vie politique et sociale.
- réponse aux exigences légitimes des jeunes.

LES FORCES POLITIQUES TRADITIONNELLES

LES VIEUX PARTIS

ECLATENT EN MORCEAUX ET SE MONTRENT INCAPABLES DE TROUVER  
DES SOLUTIONS NOUVELLES ET EFFICACES.

.../..

LE DANGER

- Les solutions démagogiques et de facilité.
- L'appel aux hommes forts et aux gouvernements de salut public

EXPRESSION D'UNE DICTATURE

RENFORCÉE DU GRAND CAPITAL.

L'appui donné par les mécontents et les impatientes à des formations nouvelles sans bases économiques et sociales faisant appel au nationalisme éhtriqué et au chauvinisme.

LES SOLUTIONS

Il faut s'engager dans la voie d'une démocratisation complète de la vie politique et sociale.

Au niveau des communes, cela implique une conception nouvelle du fonctionnement des administrations communales, c'est-à-dire l'association de la population, par la voie de la démocratie directe, au règlement des problèmes de gestion;

au niveau du pays, cela implique une organisation nouvelle de type fédéraliste, donnant aux trois régions des pouvoirs réels en matière politique, économique, sociale, culturelle, selon la formule

1 PAYS - 2 COMMUNAUTES - TROIS REGIONS.

Devant la carence et l'impuissance des pouvoirs établis à tous les échelons, il faut simultanément :

- multiplier les formes de contre-pouvoir, notamment dans les régions et les communes;
- un effort plus important pour surmonter les obstacles dressés par les armatures sclérosées des partis conservateurs et par les milieux socialistes de droite pour empêcher le rassemblement des forces progressistes.

CES SOLUTIONS QUI REPONDENT A LA FOIS AUX ASPIRATIONS  
ET AUX BESOINS DES GRANDES MASSES TRAVAILLEUSES

UN PARTI LES DEFEND INLASSABLEMENT :

LE PARTI COMMUNISTE.

C'est le seul parti qui, là où il en a eu les moyens, a déjà commencé à appliquer des méthodes de gestion associant la population à l'exercice des responsabilités du pouvoir communal.

C'est un Parti uni qui n'est pas gangrené par les divisions et les poussées chauvines et où Wallons, Flamands et Bruxellois demeurent étroitement unis par leur solidarité de classe en défendant chacun les intérêts de leur région.

C'est un Parti étroitement lié à la classe ouvrière qui depuis 50 ans se bat sur des positions de classe et a marqué de son empreinte toutes les grandes luttes sociales et politiques.

C'est un Parti fidèle à ses engagements et dont les actes ne renient pas les promesses.

C'est un Parti ayant fait de l'unité des forces ouvrières et progressistes la base de son action.

PLUS SA FORCE ET SON RAYONNEMENT SERONT GRANDS, PLUS SON ACTION SERA EFFICACE.

Devant le désarroi politique qui ébranle le pays, les élections communales du 11 octobre ont une importance particulière.

SI VOUS VOULEZ QUE CELA CHANGE

SI VOUS VOULEZ ALLER DE L'AVANT

V O T E Z

P O U R L E P A R T I C O M M U N I S T E .

NOTE CONCERNANT LE RETRAIT DU PROJET 868

*Le Parti*  
*Le gouvernement.*  
*Bxl.* E.D.F.

I. Le projet 868 portant création des agglomérations et fédérations de communes, en application des nouveaux articles 108bis et 108ter de la Constitution, avait été déposé par le gouvernement à la Chambre au début de février.

Ceci, en application de l'engagement pris lors du vote de l'article 108ter selon lequel le gouvernement déposerait le 31 janvier 1971 au plus tard, un projet comportant à la fois :

- la création des grandes agglomérations et plus particulièrement de l'agglomération bruxelloise selon les modalités prévues par les deux articles cités;
- la création des fédérations de communes, et au minimum celles enserrant l'agglomération bruxelloise;
- l'instauration du libre choix de la langue de l'enseignement dans l'agglomération bruxelloise.

Ce projet devait, pour respecter le calendrier convenu, devenir loi avant les vacances d'été. Or, fin mars, la commission spéciale créée par la Chambre, malgré de multiples et longues réunions, n'en était toujours qu'à la discussion générale, tandis que les propositions d'amendement s'amoncelaient, y compris et même surtout à l'initiative des commissaires des partis gouvernementaux, ou plutôt du P.S.B. et de ses trois composantes régionales.

C'était l'impasse, et il est "techniquement" incontestable que le projet ne pouvait plus aboutir, et de loin, dans les délais prévus.

II. Pourquoi le 868 a-t-il suscité tant d'oppositions, particulièrement du côté socialiste ?

A mon avis, paradoxalement à la fois en raisons des structures démocratiques que le projet prévoyait pour les agglomérations et fédérations, et pour son caractère équivoque quant à la répartition des compétences entre les communes d'une part, et les nouvelles institutions d'autre part (équivoque liée à des conceptions contradictoires concernant l'avenir des unes et des autres).

Plus précisément : a) un large consensus existe depuis pas mal de temps sur la nécessité de créer de nouvelles structures administratives au niveau "supra-communal"; ceci, en vue d'assumer tout ou partie des nombreuses fonctions "locales" ou "sous-régionales" que les communes actuelles ne peuvent (plus ou pas) remplir, et qu'elles délèguent en fait, soit à trente-six variétés d'inter-communales de moins en moins satisfaisantes soit...aux pouvoirs supérieurs;

b) de très nombreux administrateurs communaux (bourgmestres et échevins) "traditionnels" représentés notamment par l'Union des Villes et Communes, étaient tout disposés à déléguer une partie de ces compétences "supra-communales" à des entités composées au second degré, c'est-à-dire en fait... à eux-mêmes, et ce sans contrôle accru de l'opinion et du corps électoral. Or, en raison notamment du difficile problème de la représentation de la minorité néerlandophone au sein du Conseil de l'agglomération bruxelloise, les nouvelles dispositions constitutionnelles prévoient que les Conseils des agglomérations et des fédérations doivent être élus au scrutin direct. Il s'ensuit que tout transfert de compétence des communes vers les nouvelles institutions pourrait entraîner à la fois une diminution du pouvoir des édiles en place, et un accroissement du contrôle démocratique sur les activités et fonctions supra-communales aujourd'hui assurées par les intercommunales ou par l'Etat.

De là, le recul devant l'obstacle de pas mal de députés-bourgmestres et -échevins, jusqu'il n'y a guère acquis aux propositions de l'Union des Villes;

c) pour être complet, il faut ajouter que le projet, dans la version à la fois touffue et bâclée où l'avait présenté le gouvernement, justifiait une partie des craintes des édiles déjà cités, qui risquaient de se voir dépossédés non seulement de prérogatives que les communes ne sont réellement (plus ou pas) capables d'assumer, mais encore d'attributions qui peuvent et doivent rester communales.

Et cette dépossession se ferait, dans certaines régions, au profit d'entités dans lesquelles, par exemple, les communes à majorité de gauche se verraient noyées dans des fédérations... à large prépondérance conservatrice ou cléricale.

En outre, le projet, s'il prévoyait de nombreux transferts obligatoires

et une série de transferts facultatifs de compétences des communes vers les nouvelles institutions, ne comportait par contre aucune disposition décentralisant des attributions de l'état ou de la province vers les agglomérations et fédérations. Ce qui, d'ailleurs, a suscité des critiques émanant de commissaires appartenant à tous les partis sans exception;

d) Parmi les partisans du projet (c.à.d. essentiellement... les ministres), il y avait manifestement deux écoles contradictoires quant au rôle et à l'avenir des nouvelles institutions.

Pour les uns, dont semble-t-il Harnegnies, les fédérations constituent un chemin indirect vers le regroupement de la poussière de petites communes qui subsiste dans de nombreuses régions, notamment wallonnes, en des communes plus viables groupant, en principe, un minimum de 5.000 habitants dans les campagnes et de quelque 20 à 25.000 habitants dans les régions urbanisées.

Pour les autres, partisans également d'un regroupement des petites communes, mais par fusion, les fédérations sont appelées à constituer un véritable échelon sous-régional, groupant un nombre important de communes agrandies, entre ces dernières et les grandes régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles).

III. Le gouvernement a donc annoncé le remplacement du 868 par une loi-cadre. De cette dernière, on sait jusqu'ici fort peu de choses, sauf qu'elle doit, en principe, être déposée fin avril.

Sans aucun doute, le recours aux lois-cadres présente de nombreux et sérieux inconvénients. En l'occurrence, il n'est nullement exclu que le gouvernement ne mette à profit l'occasion qui lui est offerte -y compris en raison de la proximité de l'échéance des vacances d'été- pour introduire dans la deuxième mouture plus d'ingrédients non-démocratiques que dans la première.

A mon avis, il serait cependant imprudent d'affirmer catégoriquement, dès aujourd'hui, que le nouveau projet sera plus détestable que son prédécesseur.

En effet :

- le gouvernement ne pourra que très difficilement remettre en cause, en

raison à la fois des impératifs constitutionnels et des préoccupations de représentation néerlandophone à Bruxelles, la structure démocratique des nouveaux organes prévue par feu le 868;

- il lui sera, de même, très difficile de ne pas introduire dans la loi-cadre "un peu plus" de décentralisation que dans le 868;

- il faut, en outre, bien reconnaître que les principales résistances de type "conservateur" à ce que le projet contenant de valable, émanaient d'une sorte de "syndicat des potentats locaux" et que le recours à une loi-cadre pourrait bien se révéler, comme un moyen de venir à bout desdites résistances - notamment parce qu'il pourrait tendre à une mise en place plus progressive, et davantage concertée, des nouvelles institutions, ce qui ne serait pas nécessairement mauvais.

Dès lors, je propose de ne pas porter de condamnation à priori de ce que sera le projet renanié du gouvernement, mais bien d'examiner celui-ci, dès sa publication, avec le plus grand soin - en vue d'en faire une critique argumentée portant à la fois sur ses aspects négatifs inmanquables et sur ses aspects positifs éventuels.

Louis VAN GEYT,

Bruxelles, le 15 avril 1971.

*Cde. Blume*

Délégation du P.C.B. en Yougoslavie

(- du mercredi 5 avril au mardi 11 avril 1972-).

Entretiens et contacts

Entretiens sur rapports nationaux : avec Hodza Madily, membre du Bureau Exécutif de la Présidence de la L.C.Y.;

: avec le Président de la Commission des rapports nationaux (Kiro Haozi - Vasilev).

Entretien sur l'auto-gestion : avec Kiro Cjigorov, membre de la Présidence.

La délégation a été également reçue par Stane Dolang, secrétaire du Bureau exécutif de la présidence de la L.C.Y.

Réunion avec les responsables de la ville de Novisad, capitale de Voivodina - région autonome.

Visite et réunion avec les responsables du Comité de gestion et Conseil ouvrier d'une entreprise textile de Belgrade (auto-gestion).

Visite et réunion avec responsables de la ville de Zagreb et le secrétaire du parti VRHOVEC Josip.

Entretien à Belgrade avec un responsable syndical yougoslave. Sujet : auto-gestion et rôle du syndicat.

Le dernier jour, nouvel entretien avec les responsables rencontrés à notre arrivée.

Il se dégage de ces réunions et entretiens, une franchise incontestable dans les contacts et dans l'exposé de leurs difficultés. C'est ainsi qu'il nous fut, par exemple, déclaré qu'en ce qui concerne la 2<sup>me</sup> étape de l'auto-gestion - que ce n'était pas encore très clair quant aux structures qui seront définies et arrêtées. On en discute !

Cette incertitude dans ce que seront demain ces institutions nouvelles apparaît comme un gros point noir dans le système auto-gestionnaire, et a comme conséquence de provoquer une certaine impatience et une fébrilité à tous les échelons du parti. Il semble que cette étude dure trop longtemps sans qu'il n'y ait de décision. Cette situation n'est pas ignorée des responsables que nous avons rencontrés et les préoccupe assez bien.

Ils s'attendent du reste à des difficultés pouvant - estiment-ils - être exploitées contre le système auto-gestionnaire, alors que celui-ci n'est pas en cause.

A propos des rapports nationaux

Il est bon de rappeler que la Yougoslavie se compose de 5 peuples, 6 républiques - et la sixième composée d'un mélange de plusieurs nationalités (il y a 18 nationalités en Yougoslavie). Il y a 2 provinces autonomes.

Il y a - disent les responsables contactés - une escalade de chauvinsime nationaliste, qui a conduit à une certaine crise idéologique au sein de la ligue.

Ils expliquent ces difficultés notamment du fait que des tendances séparatistes sont animées de l'extérieur. Cela serait particulièrement vrai pour la Croatie.

.../...

Ce qui ne serait pas nouveau et ne signifierait nullement que la voie yougoslave vers le socialisme ne soit pas juste.

Ils estiment que c'est à la lumière du système auto-gestionnaire que la question nationale sera résolue.

Il y a, précisent-ils, des intérêts divers entre nations diverses. Des régions sont privilégiées, d'autres ne le sont pas. S'il n'y a pas d'égalité économique il n'y a pas égalité politique.

Il faut des compensations entre régions. Mais le système de compensation crée des problèmes, des conflits et des "raisons" de contradiction nationale qui se reflètent sur le plan politique.

#### Plan linguistique

Trois peuples parlent une même langue avec quelques variantes: les Serbes, les Croates, les Monténégrins. Il y a eu recherche pour mettre au point une même langue littéraire, mais il y a eu des difficultés avec les intellectuels, et cette tentative est présentement au point mort.

Mais le P.C.Y. entend faire face à ces problèmes - notamment en se basant sur le principe fondamental susceptible de résoudre les contradictions entre les individus de façon socialiste, c'est-à-dire : 1) permettre à ceux qui créent les biens d'en disposer; 2) respecter les lois du marché - ne pas pour cela permettre le libre cours - et appliquer des mesures de compensation sur le plan économique.

#### Zagreb

Le nouveau secrétaire nous a fait un long historique axé sur les rapports entre les peuples balkaniques, la naissance et le développement de la Yougoslavie.

Attaque contre le Komintern qui aurait accaparé les cadres yougoslaves, mais Tito aurait, à son retour en Yougoslavie en 1937, mis fin à cette situation, pour en arriver aux succès de la libération et la justification du centralisme démocratique qui s'est imposé à l'époque. Par la suite, la direction aurait réalisé qu'il fallait changer les structures.

Entretiens, des courants nationalistes se sont développés et ont pris également position contre "le centralisme bureaucratique", ce qui leur aurait permis de s'infiltrer et de se développer dans le Parti.

Après le vote des amendements constitutionnels, le combat s'est engagé pour les faire appliquer et il y a eu des difficultés. Les nationalistes étaient pour les amendements constitutionnels et il en découla une alliance avec la direction de la Ligue et trop de tolérance à l'égard des courants nationalistes. Ce qui a permis une reprise amplifiée du séparatisme et celle menée en Serbie. La lutte contre le centralisme étant devenue chez les nationalistes une lutte contre l'unité de la Yougoslavie (séparatisme).

La classe ouvrière ne fut pas - suivant les déclarations faites - touchée par le mouvement. (A signaler que 300.000 travailleurs croates sont immigrés).

Parmi les critiques formulées par les nationalistes, il y en avait bien sûr des fondées, notamment le fait que les banques d'investissement sont concentrées à Belgrade. Des changements ont depuis été opérés. Il y a maintenant des banques économiques associées-et plus de banques fédérales.

.../..

Il y a des problèmes avec les banques et les firmes importatrices car ces gens vivent mieux que d'autres, mais des mesures ont été prises pour que les capitaux et intérêts bancaires soient entièrement la propriété des entreprises associées.

En ce qui concerne les jeunes, le coup fut - paraît-il - monté par l'alliance des intellectuels bourgeois, les ex-collaborateurs et autres révolutionnaires qui n'ont pas réussi à réaliser leurs ambitions.

S'il a partiellement réussi ce fut surtout à cause de la faiblesse de l'organisation du parti à l'université.

Il nous fut affirmé que les mesures prises pour surmonter les divergences furent essentiellement démocratiques.

Le parti fut informé au cours de multiples réunions. Les dirigeants responsables furent écartés de la direction. Aucun d'entre eux n'est arrêté. Mais il y a une commission désignée par le parti qui enquête pour déterminer leurs responsabilités politiques. Le rapport de cette commission sera soumis au C.C. qui décidera des sanctions.

Du 1.12.71 au 1.3.1972, il y eut 1.200 arrestations - 360 furent maintenues. Il y a à ce jour 130 condamnations.

#### Auto-gestion =====

Méthode socialiste extrêmement intéressante - les recherches et expériences mises en pratique - dans les entreprises et communes montrent le souci important de faire participer les travailleurs à la gestion de l'entreprise et des affaires publiques. (à côté des Chambres politiques sont élues des Chambres spécialisées composées de travailleurs des branches spécialisées - ce système existe sur le plan communal et de l'entreprise).

A ce propos, les responsables rencontrés sont clairs : "Il n'y a pas d'autogestion possible si on n'abolit pas la propriété privée des moyens de production".

Toutefois, ils regrettent une passivité, un désintéressement d'un trop grand nombre de travailleurs liés à un manque de prise de conscience. Ce qui a comme conséquence que dans les conseils ouvriers et comités de gestion prévalent les avis des techniciens, directeurs, ingénieurs, etc. sur les appréciations des représentants ouvriers - ce qui constitue un danger car tendance à la formation de catégories de personnes privilégiées.

De notre visite à l'entreprise nous avons d'autre part appris que le plan de l'usine doit notamment tenir compte de certaines orientations générales, que les exportations ne se font pas toujours directement à l'initiative des entreprises mais qu'elles doivent répondre à certaines données et s'effectuent par l'intermédiaire d'un office central.

Or au départ il apparaissait de par les explications données qu'il y avait suprématie du système autogestionnaire - et notamment à l'encontre de toute planification centralisée : car étant le plus sûr moyen de lutte contre le bureaucratisme - qu'une liberté totale d'initiative (prix de vente - commerce extérieure, etc.) était laissée aux organes autogestionnaires, ce qui nous laissait assez perplexe.

A notre retour à Belgrade nous nous reposâmes des questions relatives à la planification nécessaire.

Il nous fut répondu qu'il était difficile de concilier l'autogestion et la planification. Mais qu'ils étaient conscients qu'une planification s'impose, que l'on est à la recherche d'une solution mais elle n'est pas encore trouvée. Mais nous avons en ce qui nous concerne le sentiment que les 20 années écoulées ont provoqué, en raison de déficiences dans la planification, de sérieuses perturbations économiques et que l'ouverture des frontières, il y a quelques années, au nom de la liberté des individus, fit fonction de soupape.

L'on compte actuellement près d'un million d'immigrés et il reste 200.000 chômeurs. La direction admet avoir été surprise par l'ampleur de cette immigration - et que de ce fait insuffisamment préparée à l'aide politique et sociale à apporter aux immigrés.

Toutefois, il apparaît que la planification est appelée à jouer à l'avenir un rôle plus important, et visant notamment à : 1) préciser les orientations en ce qui concerne les investissements; 2) réduire les disparités entre républiques; 3) orienter commerce extérieur; 4) soumettre les entreprises qui exportent et importent à la réglementation avec listes indicatrices.

Ce sont là des lignes générales extrêmement importantes mais aucune précision dans les détails d'application n'existe. Du reste, ils regrettent qu'il n'y ait pas les forces autogestionnaires pouvant faciliter cette application et la prise d'initiatives. En outre, en ce qui concerne le danger "technocratique" on insiste beaucoup sur le rôle de la ligue et la nécessité d'élever la conscience (idéologie) de démocratiser les institutions pour lutter contre toute tendance à la stagnation, à la bureaucratie.

#### Contact avec syndicat

Ici également il nous fut souligné que les structures techniques (experts-ingénieurs) - en un mot ceux qui organisent la production, tendent à s'imposer aux travailleurs et régner sur eux - en fait à prendre la place de l'Etat. C'est un grand danger et il est, nous déclare-t-on, actuel. En 1960 - 76 % des ouvriers étaient représentés dans les organes de gestion. En 1970 - 67 %.

Même au sein de la Ligue, il y a - nous dit-on - affaiblissement des liaisons avec la classe ouvrière. L'influence de la classe ouvrière diminue dans les rapports sociaux. Il nous fut déclaré que le syndicat souffrait de la même maladie. Il manquerait d'ouvriers dans les cadres. C'est pourquoi - fut-il dit - le syndicat doit se transformer en organe politique de la classe ouvrière.

La L.C.Y. est un parti de cadres. Elle doit déterminer la stratégie politique en faveur de la classe ouvrière - le syndicat serait l'organisation politique de masse.

Parti : le tableau marquant les fluctuations du parti a été remis. Il nous fut confirmé que la ligue est un parti de cadres, basé sur le centralisme démocratique.

Depuis 4 ans les effectifs sont en réduction : 1.146.000 en 1968  
1.025.000 en 1971.

Explications données : vieillissement et décès.

=====

NOTE POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

L'article ci-joint, paru dans la revue de l'Institut Royal des Relations Diplomatiques, ne peut être reproduit et nous n'avons obtenu l'autorisation que de publier une synthèse dans les cahiers marxistes.

Néanmoins, vu l'intérêt de l'article, nous te le communiquons pour ton information personnelle en te priant de tenir compte de l'indication de la revue.

par Mikhaïl Senine - Directeur de l'Institut international des Problèmes économiques du Système socialiste mondial créé par le Comecon.

M. le Professeur Coppieters m'a prié de vous livrer quelques considérations relatives à la coopération et à l'intégration économiques, des pays membres du Conseil d'entraide mutuelle (Comecon ou s.e.v. 1). Déférant à son invitation, je vais vous faire un exposé qui comportera huit questions auxquelles je donnerai moi-même les réponses.

1. QUELS SONT LES PRINCIPES DE BASE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES POURSUIVIES DANS LE CADRE DU COMECON? La réponse que je vais fournir à cette question est fort importante; en effet elle vous permettra de comprendre la nature du Comecon et de saisir en quoi le type d'intégration institué en son sein diffère d'autres types d'intégration. Premier principe : notre intégration socialiste est basée sur la propriété sociale des biens de la production; c'est là une de ses caractéristiques essentielles, qui la distingue des autres formes d'intégration. Deuxième principe : notre intégration se base sur la division SOCIALISTE internationale du travail; je le souligne, parce que cela lui confère des particularités propres. Troisième principe : notre intégration est basée sur le respect intégral de la souveraineté des Etats membres du Comecon. Nous considérons l'intégration comme une manifestation et non comme une diminution de la souveraineté. Je le souligne parce que certains ont d'autres points de vue à ce sujet. Quatrième principe de notre intégration : les Etats membres du Comecon conservent la propriété des biens qui leur appartiennent et aucun pays faisant partie du Conseil d'Entraide économique mutuelle ne peut disposer des biens des autres pays. Cinquième principe : le bénéfice de notre intégration alimente le revenu national des pays membres du Comecon. Dernier principe : la coopération et l'intégration au sein du Comecon sont basées sur l'intérêt mutuel et l'entraide; elles doivent porter des camarades. Cette dernière notion, qui implique qu'une aide puisse être fournie sans être nécessairement remboursée par la suite, crée des conditions favorables à une organisation harmonieuse des relations économiques entre les pays du Comecon.

2. ETANT DONNE LES PRINCIPES DE BASE QUE JE VIENS D'ENUMERER, PAR QUELLES VOIES ET SELON QUELLES METHODES L'INTEGRATION ECONOMIQUE EST-ELLE POURSUIVIE DANS LE CADRE DU COMECON? Parmi les procédés selon lesquels s'accomplit cette intégration, je n'en mentionnerai que trois.

En premier lieu, tous les pays membres du Comecon coopèrent activement dans le domaine de la planification. Ils procèdent à la coordination de leurs plans quinquennaux respectifs; ils établissent en commun une planification s'appliquant aux différents secteurs et objets industriels et à la production des biens dont les différentes économies nationales ont le plus urgent besoin. En outre, ils ont actuellement abordé un tra-

\* Conférence donnée à l'Institut Royal des Relations Internationales le 15 mai 1974.

(1) Sovjet Ekonomitscheskoj Vaamopomoschtschi. Dans les pays occidentaux cet organisme est appelé Comecon ou C.A.E.M. ou C.M.E.A.

vail de prévision du développement économique de l'ensemble du Comecon et de chacun des pays membres. Après la dernière réunion du Comecon qui a été tenue à Pragues, des chapitres consacrés à l'intégration ont été prévus dans les plans quinquennaux nationaux, et la préparation d'un plan englobant l'ensemble des pays membres du Comecon a été entamé.

Le deuxième procédé concerne l'objet même de notre intégration, la sphère matérielle dans laquelle s'opère, celle de la production et des économies nationales. La poursuite de l'intégration est conditionnée par la spécialisation et la coopération des productions nationales. Des organisations économiques internationales - s'étendant à l'ensemble des pays du Comecon - ont été créées ces dernières années pour coordonner la production dans différents secteurs de l'industrie pris séparément : notamment ceux de l'industrie chimique, des fabrications métalliques et de l'industrie textile.

Le troisième procédé; c'est le travail en commun effectué pour coordonner les mécanismes des prix sur notre marché international. Nous résolvons ensemble les problèmes monétaires qui se posent. D'autre part, nous avons créé une devise collective dans le cadre du Comecon : c'est le rouble transférable qui est utilisé actuellement comme instrument de compte entre les différentes banques nationales; c'est aussi en roubles transférables que sont accordés les crédits mutuels. Nous avons également commencé à créer un système de banques collectives. Il existe à l'heure actuelle deux banques importantes dans le cadre du Comecon : la Banque de Coopération économique, qui s'occupe de crédits à court et moyen terme, et la Banque internationale des Investissements qui s'occupe des crédits à long terme, finançant notamment les travaux de spécialisation de la coopération des productions nationales dont j'ai parlé précédemment.

### 3. QUELS SONT LES PROBLEMES QUE NOUS SOMMES ACTUELLEMENT EN TRAIN DE RESOUDRE GRACE AUX POSSIBILITES QUE NOUS PROCURE L'INTEGRATION ?

Si on voulait entrer dans le détail, ces problèmes pourraient se chiffrer par centaines de milliers ce qu'explique la complexité de la vie économique. Je vais m'efforcer de les grouper sous cinq rubriques principales.

a) Nous sommes occupés à résoudre, grâce à l'intégration, le problème de la création d'unités de production optimale dans chaque pays membre du Comecon. La plupart des pays membres de cette organisation n'ont pas un marché intérieur très important, et ne pourraient créer de grandes unités de production, dont l'entièreté de la production pourrait être consommée sur le marché intérieur. Prenons l'exemple de l'industrie automobile : une unité de production optimale dans ce secteur produit 600.000 voitures par an. Si un pays n'a besoin que de 50.000 à 100.000 voitures par an pour satisfaire sa demande annuelle, et si il n'a pas de débouchés extérieurs, il se voit dans l'obligation de réaliser une unité de production non rentable. La coopération entre les différents pays du Comecon permet de n'y construire quedes unités de production rentables, repondant aux besoins de l'ensemble du marché du Comecon.

b) Grâce à l'intégration, la création dans les différents pays du Comecon d'économies multisectorielles, d'économies complexes, dont la mise sur pied ne pourrait être envisagée uniquement pour un marché intérieur peu important, peut être résolue.

c) L'intégration permet de procéder à la concentration des capitaux. L'expérience des pays d'Europe occidentale, même des plus importants, démontre qu'actuellement il est impossible d'opérer une concentration suffisante de capitaux dans le cadre d'un seul pays.

d) L'intégration permet aussi la distribution rationnelle des ressources naturelles. C'est là un problème social très important et dans le passé il n'a souvent pu recevoir des solutions qu'au terme de conflits aigus. Une planification d'ensemble permet de le résoudre dans le Comecon;

e) Enfin est résolu le problème de la coordination nécessaire entre des marchés intérieurs peu importants et des marchés intérieurs très importants. Le Comecon comporte des pays de deux sortes et ayant une expansion économique très différente. En URSS, on peut construire des unités de production ayant les plus grandes dimensions et toute leur production pourra être consommée sur le marché intérieur. Cela n'empêche pas l'Union Soviétique de promouvoir l'intégration des différents pays du Comecon, qui permettra l'utilisation optimale de tous les moyens de production de ces pays..

4. PEUT-ON DIRE QUE L'INTEGRATION DES PAYS DU COMECON A ENTRAINE DES EFFETS BENEFIQUES APPRECIABLES DURANT LES 25 ANNEES D'EXISTENCE DE L'ORGANISATION? La réponse est incontestablement affirmative. L'intégration garantit la disposition de débouchés pour la production et le développement des marchés de matières premières; elle procure les moyens nécessaires pour financer la construction d'unités industrielles importantes; et elle permet une croissance régulière de l'économie et du bien-être de la population. Pour le prouver, je rappellerai que l'expansion industrielle des pays du Comecon, de 1950 à 1973, est marquée de l'indice 8,4. Nous considérons également comme un effet positif de notre intégration le fait que nous n'avons pas été touchés par la crise énergétique et la crise monétaire qui ont secoué le monde. Tous ces effets bénéfiques de l'intégration ne nous empêchent cependant pas de nous rendre compte que nous avons encore beaucoup de problèmes à résoudre.

5. OU NOUS CONDUIT NOTRE INTEGRATION, S'INSERE-T-ELLE DANS UN PROCESSUS DE RAPPROCHEMENT ET QUELLES SONT LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE NOS NATIONS ? Du point de vue scientifique, nous considérons - et la pratique est là pour le prouver - que les relations économiques entre les pays socialistes, comme celles entre les pays capitalistes, sont soumises à une loi, celle de l'internationalisation de la vie économique internationale. La tendance actuelle mène vers un rapprochement des économies, je tiens à le signaler, parce que pour le moment l'intégration entraîne l'internationalisation de la vie économique des pays appartenant à chacun des différents systèmes économiques.

Dans les économies nationales, les maillons des unités économiques internationales prolifèrent; d'autre part les organismes de direction interétatique de l'économie se multiplient également. Dans le cadre du Comecon fonctionnent deux comités très importants : le Comité de Coopération dans le domaine de la planification et le Comité pour la Coordination scientifique et technique. Tout en respectant intégralement la souveraineté des Etats, ces deux Comités indiquent dans quelle direction doit se faire le développement planifié de l'économie et de la science; ils exercent donc un rôle qui n'est pas négligeable. Nous ne pouvons pas dire jusqu'à quand cette tendance au rapprochement des économies se maintiendra. En tout cas, le Programme complexe d'approfondissement et de perfectionnement de la coopération et du développement de l'intégration économique socialiste des pays membres du Comecon est établi pour une période de 15 à 20 ans, période durant laquelle existeront toujours la planification et la direction nationales de l'économie. Mais nous nous rendons fort bien compte que ladite tendance ira en se développant.

6. L'INTEGRATION SOCIALISTE ET L'INTEGRATION SUR LA BASE DU MARCHE COMMUN NE PRESENTENT-ELLES QUE DES DIFFERENCES ? Il y a des différences capitales, des différences de principe entre les deux systèmes d'intégration. Ces différences s'expliquent par le fait que les deux communautés ont des formes différentes de possession des biens de la production et des régimes sociaux différents; elles poursuivent également des buts certains qui sont différents, bien qu'au point de vue purement économique, leurs objectifs correspondent. Il existe également des différences dans les méthodes d'intégration, dans la méthode de répartition des bénéfices de l'intégration entre les pays membres et entre les classes sociales de ces pays.

Si nous devons souligner ces différences, nous devons cependant constater que les deux intégrations présentent certains traits communs. Elles ont été créées pour développer les échanges internationaux en opérant une concentration de la production et une distribution internationale rationnelle des tâches, et elles ont toutes deux résulté du fonctionnement dans un certain sens de la loi de l'internationalisation de l'activité économique. En second lieu, les deux intégrations permettent le développement des forces productrices, l'essor de la productivité, la solution des problèmes de marchés, et la croissance des revenus des nations membres. Enfin les deux intégrations se basent sur la mise en oeuvre de forces productrices de même type et de niveau technique correspondant. On doit reconnaître que les deux processus d'intégration ont fait l'objet de critiques de part et d'autre. Mais les traits communs des deux intégrations constituent des bases économiques pour la coopération des Etats membres du Comecon et de la CEE, malgré leurs systèmes sociaux différents, et bien sûr dans les conditions créées par la coexistence pacifique. Aussi la politique des pays du Comecon, axée sur le développement de la coopération économique avec les pays capitalistes d'Europe occidentale, est basée sur la prise en considération des traits communs que présente le développement économique des deux groupes de pays.

On peut se demander si une des deux intégrations est plus profitable que l'autre. En tant que marxistes, nous considérons que notre intégration socialiste est meilleure que l'intégration occidentale; nous l'affirmons parce que nous estimons que nous avons choisi le système socio-économique qui convenait le mieux pour cette intégration; il nous a permis de l'aborder, et il nous permettra de la poursuivre grâce à notre système de planification. Toutefois, si on compare les deux processus d'intégration, on doit constater que l'intégration occidentale offre des avantages, ne seraient-ils que temporaires. Par exemple, dans le Marché commun, de l'Europe occidentale, la capacité des marchés intérieurs des pays membres est beaucoup moins différenciée, ce qui est un facteur non négligeable. Chez nous, l'Union soviétique a un marché intérieur très important, mais les marchés intérieurs des autres pays le sont beaucoup moins. Aussi, dans le cadre du Marché commun, il existe moins de différences dans le niveau de développement en ce qui concerne la formation des prix. A l'intérieur de notre système, si on compare par exemple la République populaire de Mongolie, avec la République démocratique Allemande, on constate de grandes différences dans les niveaux de développement des forces productrices, et en conséquence dans la formation des prix. Dans le Marché commun- cela s'explique par l'évolution historique- l'unification est plus poussée dans certains domaines, comme la formation des prix et le système fiscal. Pour le moment, nous avons chez nous de plus grandes différences dans ces domaines, et cela nous crée des problèmes. Les échanges du Marché commun avec le reste du monde sont plus importants et, ceci s'explique également par l'évolution historique, la spécialisation de la production y est plus poussée. Mais nous considérons ces avantages comme temporaires et nous saurons améliorer notre situation. De toute façon, la coopération entre les pays de l'Ouest et de l'Est doit, estimons-nous, être développée indépendamment de leurs systèmes sociaux différents.

7.- LA COMMUNAUTE DU COMECON EST-ELLE OUVERTE A TOUS, ET QUELLES SONT LES TENDANCES DE L'EVOLUTION DES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE LE COMECON ET LES AUTRES PAYS ? A ce sujet, je voudrais souligner brièvement que les pays du Comecon se prononcent énergiquement contre toute sorte d'autarcie ou d'entité close. Du point de vue juridique, les statuts et le programme du Comecon donnent aux autres pays la possibilité de participer entièrement ou partiellement à ses réalisations. Pour participer entièrement au Comecon et à son programme, pour acquérir le membership du Comecon, il faut évidemment que tout pays qui le désire soit entièrement d'accord avec les buts et les tâches du Comecon. Pour la participation partielle, cette exigence n'existe pas; en examinant la question de façon réaliste, nous comprenons fort bien que tous les pays ne peuvent avoir les mêmes objectifs et partager les mêmes tâches que le Comecon. Pourtant ce principe d'une possibilité de participation entière ou partielle permet une coopération très large de pays à systèmes sociaux différents, même dans le cadre du Comecon. Il ne faut pas obligatoirement faire siens les buts et les tâches du Comecon pour participer à tel ou tel programme du Comecon. Une illustration de cette possibilité est le fait que la Finlande, tout en n'étant pas un pays socialiste, vient de conclure un accord de coopération mutuelle avec le Comecon.

En ce qui concerne les perspectives présentées par les relations entre les pays du Comecon et les pays de l'Ouest, je voudrais mentionner qu'actuellement les activités des pays du Comecon sont dirigées vers la satisfaction, par leurs propres moyens, de leurs besoins. Nous unissons nos efforts là où une activité commune s'avère nécessaire. On peut dès lors penser que le Comecon est une organisation dont l'objectif se réduit à la satisfaction des besoins intérieurs. Mais ce jugement n'est pas correct, parce qu'il s'agit d'un phénomène temporaire qui découle des conditions existant actuellement. Il faut souligner que les pays du Comecon sont des pays qui se développent très rapidement, je vous ai cité des chiffres à ce sujet. Si on envisage les perspectives offertes par les dix, quinze ou même vingt prochaines années, on se rend compte que les marchés intérieurs tendront à être saturés, comme cela s'est passé d'ailleurs en Europe occidentale. Donc il sera très prochainement nécessaire et possible pour le Comecon d'avoir une plus grande activité sur le marché mondial, non seulement comme acheteur, mais également comme vendeur de produits finis, de machines-outils, etc.

Il faut aussi penser au tiers monde, à ces pays en voie de développement qui représentent la moitié de la population mondiale, et qui vont bientôt se développer rapidement sur le plan industriel. Il est évident qu'il faut dès maintenant envisager comment ce développement va se produire. Si l'on tient compte de la tendance à l'internationalisation de l'activité économique internationale et des progrès de la conception politique de la coexistence pacifique des deux systèmes sociaux existant dans le monde, on devrait pouvoir déterminer les principes d'une coopération pour résoudre le mieux possible les problèmes économiques que pose le développement des forces productrices un peu partout sur notre planète. De toutes façons, la science économique, qui doit faire des prévisions lointaines, doit s'occuper de ces problèmes.

8.- QUELLES SONT LES FORMES REJETÉES PAR LE TRAVAIL SCIENTIFIQUE AYANT POUR OBJET LES QUESTIONS D'INTEGRATION DANS LE CADRE DU COMECON ?  
Ce travail revêt trois formes principales dont je voudrais vous donner un aperçu. Tout d'abord, les problèmes posés par l'intégration sont étudiés par les Instituts nationaux qui existent dans tous nos pays et qui coopèrent avec les institutions scientifiques s'occupant des mêmes questions, dont ils coordonnent les activités. Ensuite ont été créés chez nous, dans le cadre du Comecon - et j'ignore dans quelle mesure cela existe dans le Marché commun - des Instituts internationaux s'occupant des problèmes de l'intégration et ils ont connu un développement fort important. Un de ces Instituts est celui que j'ai l'honneur de présider, c'est l'Institut International des Problèmes économiques du système socialiste mondial (M.I.E.P.M.S.S.). Ses collaborateurs viennent de tous les pays du Comcon. Au sein du Comecon fonctionnent également le Centre de l'Information scientifique et technique, l'Institut de la standardisation et l'Institut unifié des Recherches nucléaires à Doubna. Toujours dans le cadre du Comecon, nous avons 37 Centres de Coordination scientifique et technique qui sont respectivement compétents pour les différentes branches de la technique et de la science. Notre expérience montre que la création

de ces Centres internationaux est très bénéfique.

En conclusion, je voudrais souligner que notre analyse scientifique de la question démontre la nécessité de rechercher les moyens de développer la coopération économique, scientifique et technique entre les pays à systèmes sociaux différents. Nous voudrions pouvoir être optimistes quant aux progrès de cette coopération.

note au P.S.P. - Juillet 1978

NOTE SUR L'ORGANISATION DU PARTI ( J.TURF )

Cette note résulte des discussions au BP du 27 juin et juillet. Elle contient des propositions en mon nom personnel en vue de l'aboutissement de la discussion après la période des vacances. Il s'agit d'une discussion intérieure au BP. Les camarades sont priés d'observer à son sujet la discrétion qui s'impose.

Il faut distinguer deux fonctions différentes dans le travail de direction du Parti.

1) L'élaboration quotidienne des positions du parti, sur la base de la ligne définie au congrès. C'est le travail essentiel du Bureau Politique et du Comité central.

La situation actuelle est insuffisante. Nos positions en matière de politique générale sont régulièrement discutées au BP. Nos positions sur une multitude de problèmes, à travers lesquels la masse ressent la politique, font défaut.

Comment améliorer ce travail?

\* En élaborant des dossiers sur chacun des problèmes concrets d'importance politique ( la notion de "dossier" n'est pas comprise dans le sens purement administratif. Il s'agit surtout de l'élaboration argumentée d'une position sur la base d'informations concrètes)

Le B.P. se répartit les dossiers entre ses membres, qui sont responsables de l'élaboration dans les délais exigés par les problèmes). Les membres du BP s'entourent obligatoirement de l'aide des membres du Comité Central qui peuvent apporter, en partant de leur expérience sur le terrain, des avis valables. ( Il faut éviter de multiplier les réunions: beaucoup de travail peut être fait par téléphone ou par lettre).

Le membre du BP doit intégrer dans son travail le ou les journalistes spécialisés en la matière. Cela est indispensable pour assurer une liaison sérieuse entre l'élaboration politique du BP et son reflet dans la presse.

\* Le dossier étant terminé, la réunion plénière du BP en est saisi et doit prendre une décision.

Certains dossiers d'une importance capitale et durable, seront soumis au Comité central.

\* Cette organisation du travail augmente le rôle de l'ensemble du BP ( et tend également à une participation plus active du CC)

\* Le BP n'existe plus seulement au moment où il se réunit, mais fonctionne en permanence. Les réunions plénières, où les dossiers achevés seront traités, ne seront pas nécessairement hebdomadaires. Il est préférable d'avoir une réunion plénière par quinzaine.

\* Il faut également améliorer les liens entre ce travail du BP et le travail du groupe parlementaire qui est obligé trop souvent d'improviser dans des domaines importants.

## 2. La Direction du parti, responsable de la mise en pratique des orientations définies par le BP et le CC.

### Composition de la direction:

- Le président
- le secrétariat
- les bureaux régionaux

Le secrétariat se réunit hebdomadairement et décide essentiellement en matière d'organisation du parti et d'organisation des actions du parti.

Les bureaux régionaux auront un rôle plus important à jouer sur le terrain, avec l'aide des sections d'organisation et de propagande.

REMARQUES: 1) pour faire fonctionner l'ensemble du parti, il faut le plus vite possible revenir au 4 secrétaires nationaux à temps plein.

2) Pour la section internationale s'orienter vers un responsable qui n'est pas nécessairement un membre du BP

3) Le nombre total de réunions ne sera pas augmenté.

- ( 1 BP par quinzaine
- ( 1 Bureau régional par quinzaine
- ( 1 secrétariat par semaine

Il faudra cependant prévoir, pour la continuité du travail, la possibilité de " briefing " à des moments pas nécessairement réguliers, du président et des présidents des conseils régionaux.

Bruxelles, le 7/7/1975

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE  
18, av. de Stalingrad  
1000 BRUXELLES.

Le 10/9/1975

AUX MEMBRES DU BP.

Cher camarade,

Ci-joint une note avec des propositions sur la manière de polémiquer avec le document Juchmes.

Nous en discuterons au BP de ce vendredi et je te prie donc d'y avoir réfléchi pour la réunion.

Bien cordialement,

L.VAN GEYT

## DOCUMENT JUCHMES.

Une mise au point du BP s'impose sur trois questions principales soulevées dans ce document:

- 1) la question des étapes dans la lutte pour l'élargissement de la démocratie et pour le socialisme;
- 2) la question des alliances : y-a-t-il eu réellement risque de voir notre parti " se diluer progressivement dans un mouvement pluraliste " ?
- 3) la question du rôle du parti, en tant que formation d'avant-garde.

I. La question des étapes. Montrer que, sur cette question fondamentale, le document Juchmes (p.2) obscurcit et dénature les positions de notre parti ( parfaitement claires depuis le Congrès de Liège -1960) et celles du mouvement communiste international (1960-1969).

Les thèses de notre XIII<sup>e</sup> congrès nous donnent d'excellents arguments. A noter qu'elles revendiquent à la fois des nationalisations et des réformes de structure ( limitation du pouvoir des monopoles). La conférence internationale de 1969 souligne expressément que ce sont les transformations profondes obtenues dans la lutte contre la domination des monopoles qui "permettront à des masses de plus en plus nombreuses de prendre conscience de la nécessité du socialisme".

Veiller à la bonne articulation de notre réplique sur ce point avec le document présenté au CC en vue du congrès et, si possible, avec nos propositions " améliorées " de réformes de structure à moyen terme.

II. La question des alliances. Faire la critique radicale et circonstanciée de la thèse selon laquelle la direction du parti aurait encouragé ou toléré des pratiques conduisant à la dilution du parti. Se référer aux documents officiels du CC ( rapports en particulier). Ne rien masquer des travers réels qui sont apparus non seulement dans l'UDP, mais aussi à Liège:

- C'est à l'initiative du BP que la lutte contre les tendances à "l'union pour l'union " ont été combattues à Liège ( d'abord au niveau de l'ancienne direction fédérale, ensuite au niveau d'un groupe "herstalien" que Juchmes a rallié depuis).

- Exemple type de l'effacement du parti: son attitude dans la grève de la FN.

-- - Rappel des critiques formulées par L. Van Geyt à propos des pressions du " réformisme de gauche"; montrer que la résistance de la fédération liégeoise aux appels du parti à la mobilisation des travailleurs est tout autre chose qu'une opposition au "gauchisme" et au " parasyndicalisme", quels que soient les mérites de la fédération liégeoise dans la bataille pour les propositions de loi ( ne pas hésiter à dire que les risques d'effacement que cette attitude comporte va de pair avec un apport réel, faute de quoi nous ne serions pas compris.)

- Rappel de certaines discussions au CC sur la signification du passage du PSB dans l'opposition et, notamment, les réticences de Levaux sur le thème " quelle opposition?" Un tract révélateur a été publié à Liège à ce propos . Le retrouver.

III. La question de l'avant-garde. Juchmes demande que l'on remonte " à l'origine du processus" qui a conduit, selon lui, à estomper la notion d'avant-garde. Le prendre au mot. Rappeler les principales leçons de Vilvorde et, dans leur prolongement, les excellentes raisons qui ont incité Beelen (tout particulièrement ) à supprimer toute référence à l'"avant-garde" dans l'article 1des statuts ( congrès de 1964 ?)

A propos de l'avant garde, rappeler la mésaventure de Cockerill ( non pas en tant qu'erreur de parcours, mais en tant qu'illustration d'une théorie longtemps défendue par Juchmes et selon laquelle il était payant de mettre les organisations ouvrières devant le fait accompli), ses conséquences immédiates (isolement du parti dont on n'est sorti en fait qu'en abandonnant le terrain des grèves et des occupations d'usines au réformisme de gauche et aux gauchistes) et ses conséquences plus lointaines sur le plan

3-<sub>1/2</sub>

syndical ( résultats des élections sociales, chiffres à l'appui).

- Pour les autres questions soulevées, prendre contact avec les membres du CC mis en cause et voir avec eux comment il convient d'insérer leurs répliques dans le débat général et en dehors de la mise au point du BP qui doit se limiter aux problèmes essentiels.

note f. 708

14/12/75

Annexe 4

## REFLEXIONS SUR LE SITUATION POLITIQUE.

1. Le gouvernement Martens rencontre des oppositions importantes contre les points essentiels de son programme
  - il n'y a pas d'accord social
  - la loi-programme est pour l'essentiel, retardé et une bataille d'amendements se prépare
  - le mouvement ouvrier repousse l'attaque contre l'acquis social
  - le plan de restructuration du chemin de fer est mis au frigo
  - le débat sur l'énergie est retardé
  - la réforme constitutionnelle est dans une impasse
  - la majorité est divisée sur l'installation des fusées nucléaires

2. Lié au développement de cette situation politique, nous constatons une amélioration de la réflexion politique dans nos rangs

Claude a développé des considérations autour des différents courants dans la bourgeoisie monopoliste de notre pays et des conséquences politiques qui en découlent.

L'importance de l'assemblée des élus wallons est soulignée.

J'ai indiqué l'importance du "modèle de croissance" dans le rapport sur la politique énergétique, thème développé par Louis dans son rapport au CC du 13 octobre.

Le problème central: TROUVER UNE ISSUE DEMOCRATIQUE A LA CRISE.

dans ce but, notre conception de LA POLITISATION DES LUTTES est un outil indispensable.

3. Il faut être clair sur la nature de la crise politique (liée à la crise de l'économie).

Il s'agit de la crise de l'ETAT qui ne parvient plus à jouer son rôle d'assurer la reproduction du système C.M.E., en partie parce qu'il ne trouve plus le dénominateur commun entre les différents groupes monopolistes (voir point 2.)

Les nouvelles forces monopolistes ont décidé que les formes traditionnelles de la démocratie parlementaire sont un frein pour leur domination hégémonique (théorie de la trilatérale).

Ils essayent par conséquent de réduire le rôle des organismes élus à tous les niveaux, au profit de centres de décision qui échappent au contrôle parlementaire aussi bien au niveau national qu'international.

Etant donné le rôle spécifique du CVP, sa politique de délabrement des institutions élues fera le plus de dégâts en Flandre. Elle conduit à une dépolitisation dans le sens d'un écart grandissant entre les masses et les partis politiques.

Depuis plusieurs années, comme réaction au manque d'expression politique traditionnelle, on a constaté la croissance d'une multitude de comités de base autour de problèmes localisés et concrets. Ces initiatives se développent dans tous les compartiments des "appareils de l'Etat": l'enseignement, l'armée, la paix, l'environnement, l'habitat, le travail socio-culturel, la santé, le droit, etc. sans oublier les syndicats. Les liens entre mouvement ouvrier et comités de base s'établissent d'ailleurs très fréquemment (voir par exemple la lutte de RBP-le mouvement de solidarité - rôle joué par les organisations socio-culturelles).

On peut dire que toutes ces initiatives de base, (qui se regroupent d'ailleurs autour de certains thèmes comme le comité Anti-Spitaels) forment un tissu social englobant une grande partie de l'actualité. On peut les considérer comme une matérialisation de notre vieille conception de contre-pouvoir.

Issu de la dépolitisation, ce mouvement a trouvé rapidement, avec l'aide du parti, la voie d'une re-politisation beaucoup plus directe et plus dynamique.

Le mouvement contre les fusées nucléaires en est une preuve. C'est sous la pression de ce mouvement que le BSP a pris position, et que s'est formé un large front politique.

Le mérite du Bureau flamand du PCB c'est d'avoir su prendre les initiatives qui ont dégagé et rassemblé toutes les énergies potentielles contenues dans ce mouvement, par la création de comité pluralistes capables de réunir autour d'eux toutes ces forces disponibles.

4. Le XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCB a décidé d'élaborer un programme pour une solution alternative en collaboration avec tous les milieux progressistes compétents. Le but, c'est d'arriver à un modèle de société qui rompt avec le modèle capitaliste, et qui coïncide avec un modèle de croissance nouveau.

Le rôle essentiel du parti au moment actuel, c'est de réunir l'ensemble des

éléments de programme alternatif élaboré par les masses, de les synthétiser, de les politiser et de les traduire dans des programmes d'action.

Etant donné les conditions objectives différentes en Flandre et en Wallonie, c'est le rôle des Conseils régionaux et/ou communautaires d'adapter ces principes aux conditions locales.

En Wallonie, il semble évident que l'assemblée des élus wallons peut jouer un rôle dans la défense de la démocratie.

En Flandre par contre, il faudra d'abord développer davantage la politisation du mouvement populaire actuel avant de trouver l'expression adéquate des aspirations démocratiques au niveau des organismes élus.

Jef TURF

14.12.1979

note au P.F.

1977

I. L'évolution de la situation économique démontre la persistance de la crise en dépit de certaines prévisions, plus ou moins optimistes, au début de l'année 1976.

S'il est vrai que le niveau de la production et des exportations s'est amélioré, cette année, dans un certain nombre de secteurs, cela n'a pas empêché le chômage d'atteindre, de mois en mois, des niveaux plus élevés.

La série noire des faillites et des fermetures de petites et moyennes entreprises s'est poursuivie. Pour des milliers d'autres entreprises, l'avenir paraît compromis à court terme.

Dans les grandes entreprises contrôlées par les monopoles, on a assisté à l'ascélération des restructurations aux effets destructeurs pour l'emploi et les moyens de production.

De nouvelles menaces fort précises pèsent sur la sidérurgie.

En même temps, bien que son rythme se soit ralenti quelque peu, l'inflation a continué, en pleine crise. Et sur tout cela est venu se greffer un déséquilibre, de plus en plus préoccupant, des finances de l'Etat avec une croissance record de la dette publique. Il ne pouvait en être autrement, vu l'ampleur des interventions et des aides publiques qui n'ont finalement d'autre but que de soutenir le taux du profit pour le grand capital.

C'est pourquoi, les milieux responsables, du côté du pouvoir et du capital ainsi que les porte-paroles du mouvement ouvrier et populaire en sont venus à reconnaître le caractère durable et structurel de la crise. Tous formulent des doutes sur l'éventualité d'une reprise à court terme et, en tous cas sur la

possibilité pour l'économie belge de compenser, à la faveur de cette éventualité les pertes d'emploi et le gaspillage des moyens de production résultant de la crise.

Le développement inégal du capitalisme s'est traduit par une polarisation croissante des moyens de la puissance économique au bénéfice des principales puissances impérialistes : les Etats-Unis et leurs partenaires, la R.F.A. et le Japon.

Cette inégalité de développement est allée de pair avec une évolution de plus en plus dépourvue de perspectives d'amélioration par des voies normales pour la plupart des autres économies capitalistes nationales, et, en particulier, pour la Belgique.

En effet, pour ce qui concerne notre pays, ses faiblesses économiques structurelles spécifiques se sont fortement accentuées. Parmi elles, il faut retenir les graves inconvénients d'une expansion caractérisée par le développement prioritaire de la production et des exportations de produits semi-finis, dans les secteurs monopolisés, et, d'autre part la dépendance considérable de toute une série de secteurs de pointe à l'égard des firmes multinationales, le plus souvent à direction américaines ou ouest-allemandes.

En même temps, se sont confirmées les inégalités de développement entre secteurs et, surtout, entre régions, avec l'accentuation des contradictions inter-régionales et des tensions qui en résultent.

En Wallonie, les effets de la crise présente et ceux d'un déclin structurel déjà ancien se sont conjugués.

En Flandre, la crise fait ressortir les faiblesses d'une expansion basée, dans une large mesure, sur l'implantation des multinationales à la faveur d'aides publiques accordées sans garantie sérieuses ni en matière d'autonomie des filiales opérant en Belgique, ni en matière de stabilité d'emploi.

Quant à la région bruxelloise, elle ressent aujourd'hui les contrecoups d'un développement axé avant tout sur le "tertiaire", sans égard à la sauvegarde de l'emploi industriel préexistant.

2. Depuis 1974, le gouvernement Tindemans constitué après l'éviction du PSB consécutive à la chute du gouvernement Leburton par l'alliance des partis de droite, le C.V.P.-P.S.C. y compris la Démocratie chrétienne -, les fractions du P.L.P. et le R.W. entraîné dans cette coalition par sa direction réactionnaire, s'est efforcé de gérer la crise, selon les vues et les intérêts du grand capital, national et multinational, opérant en Belgique en imposant, sous prétexte de partage des sacrifices, la politique d'austérité au détriment de toutes les couches laborieuses de la population.
- Remanié à plusieurs reprises, ce gouvernement, n'a pu cependant remplir son objectif qu'en louvoyant sans cesse devant la résistance du mouvement ouvrier organisé, en s'efforçant de diviser le front syndical et en se dérochant par des manoeuvres de retardement à la mise en application de la régionalisation exigée par l'opinion publique en Wallonie et à Bruxelles. Escomptant la résignation des couches moyennes surprises par l'aggravation de la crise, il s'est efforcé d'entretenir la méfiance à l'égard des syndicats et des luttes ouvrières, en attribuant la responsabilité de l'insécurité générale au niveau trop élevé des revendications des travailleurs et aux prétendus abus des chômeuses et des chômeurs.
- L'absence d'une solution de rechange démocratique qui aurait tiré sa crédibilité d'une confrontation réelle entre les forces de gauche lui a permis de gouverner pendant trois ans en rognant l'acquis

social des travailleurs et sans apporter la moindre solution au problème du chômage.

Rejeté dans l'opposition, par suite de l'impossibilité de négocier avec les forces de droite un compromis acceptable, tenant compte du programme formulé par la F.G.T.B., après la chute du gouvernement Leburton, le P.S.B. a cantonné son activité au plan parlementaire, harcelant de critiques les projets du gouvernement, tout en laissant le soin aux travailleurs de riposter concrètement, par des luttes dispersées, entreprise par entreprise, aux attaques du patronat et aux syndicats gênés par la tendance au compromis de la C.S.C de répliquer aux coups les plus directs portés, avec l'appui des ministres démocrates chrétiens, aux droits acquis des travailleurs.

Le Parti communiste, par contre, n'a cessé, au cours de cette période, de soutenir les luttes des travailleurs pour la défense du niveau de vie et de l'emploi, contre le démantèlement des entreprises, contre le gaspillage des fonds publics accordés en dehors de tout contrôle ouvrier, contre la fraude fiscale et la spéculation des multinationales.

En même temps, il a souligné la nécessité pour le mouvement ouvrier et démocratique d'élaborer un programme de réformes de structures démocratiques profondes susceptibles de constituer l'amorce d'une alternative démocratique au pouvoir des monopoles et de substituer à la logique de la concentration monopoliste en vue du profit des puissances financières une politique économique fondée sur les besoins de la population, la priorité accordée au problème de l'emploi et à la défense de l'acquis social des travailleurs.

Dans cette orientation, il a proposé une rencontre aux forces progressistes de Wallonie pour débloquer les impasses communautaires.

Il a avancé des propositions de mesures d'urgence

la pré-pension, la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 36 heures ; la subordination des aides publiques à des garanties de maintien et de création d'emplois, propositions qui ont progressivement pénétré dans le programme des organisations ouvrières. Il n'a cessé de combattre les formes diverses de l'offensive idéologique menée par le pouvoir pour provoquer la résignation aux conséquences de la crise.

3. Le résultat des élections communales d'octobre 1976, la mobilisation syndicales contre la tentative de rompre la liaison des salaires à l'index qui a précédé ces élections et les remous politiques qui les ont suivies ont montré que, si le climat de résignation aux sacrifices imposés au nom de la crise n'était pas dissipé, la politique du gouvernement Tindemans se heurtait cependant à une résistance plus concertée du mouvement syndical et sa majorité, gouvernementale et parlementaire se désagrégeait : en raison de la scission du R.W. et de la force croissante de l'opposition principalement en Wallonie et à Bruxelles.

Cependant, pressé par les exigences d'une situation financière compromise par les effets de la spéculation, l'énorme fraude fiscale, les gaspillages, les dépenses militaires inutiles, le gouvernement lança une nouvelle offensive d'austérité en faisant accepter par les ministres démocrates chrétiens et par le R.W. disloqué l'adoption du plan Egmont qui visait essentiellement à réduire le déficit budgétaire, une fois de plus aux frais des consommateurs.

Ensuite, après la riposte énergique du front commun syndical au mois de février, Monsieur Tindemans précipita la dissolution des Chambres et le recours

aux urnes afin de permettre la recherche d'un élargissement de la majorité gouvernementale, grâce à une nouvelle coalition dont l'objectif, pour lui, est d'affaiblir la résistance des organisations syndicales et d'associer le P.S.B. à une gestion plus dynamique de la crise dans l'esprit offensif des banquiers et des technocrates des plans Van Houtte et Godeaux.

Il s'agit d'une orientation largement suggérée par les manoeuvres de démantèlement des ACEC et de restructuration de la sidérurgie annoncé au cours de la campagne électorale législative, par le renouvellement du contrat avec les compagnies pétrolières et par l'accroissement des taxes indirectes à la consommation.

4. La manoeuvre du Premier ministre Tindemans qui a achevé de disloquer le R.W. et entravé un développement positif plus accentué du mouvement ouvrier chrétien a réussi à créer une certaine confusion dans l'opinion publique à l'ouverture de la campagne électorale. Cette confusion ainsi que l'absence d'une initiative, à gauche, - à côté et à l'appel du P.C.B. - pour le regroupement des forces progressistes sur un programme alternatif explique les résultats contradictoires des élections du 17 avril. Celles-ci ont été caractérisées, en effet, par un regroupement des forces de droite, en Flandre et en Wallonie, au sein du C.V.P.-P.S.C, au détriment du P.V.V. et de la Volksunie, le partage des dapouilles du R.W. entre la droite et les forces d'opposition, une consolidation du P.S.B.-B.S.P sauf à Bruxelles où les excès du C.V.P. à Overijse ont donné un élan supplémentaire au F.D.F. qui trouve sa justification dans l'absence d'une solution démocratique garantissant les droits de la minorité flamande et une perte

d'influence électorale globale, malgré des succès locaux, celle-ci étant aggravée dans ses conséquences par les anomalies de l'appareil limité au cadre provincial.

La dissolution autoritaire des Chambres s'est donc révélée payante électoralement pour le C.V.P.-P.S.C. Mais le P.S.B., gauche et droite confondues dans la volonté de partager le pouvoir a marqué des points en même temps que droite catholique traditionnelle qui a piégé le mouvement ouvrier chrétien réagissant contre sa gauche et séduit par l'hypothèse de la bipartite.

Ce double mouvement traduit une donnée spécifique de notre vie publique : le retard dans la constitution d'un front politique démocratique correspondant au front social, encore privé lui-même de la cohésion et de la stratégie commune que devrait lui donner la vision claire de l'option anti-monopoliste qu'impose la crise structurelle du système et celle de la réforme institutionnelle indispensable à l'équilibre, sinon à la survie nationale.

Contrariée par les distorsions régionales, les clivages linguistiques et la permanence du contentieux communautaire exacerbé par le problème de la région bruxelloise, cette vision ne peut s'affirmer que par le développement des luttes ouvrières et par leur prise en charge par un regroupement progressiste plus nécessaire que jamais, orienté clairement vers la rupture avec la domination des monopoles et qui présuppose la croissance du P.C.B. et sa capacité d'intervenir plus pleinement dans la vie politique quotidienne.

Le succès électoral limité mais incontestable du P.S.B. montre que les travailleurs organisés ont été plus sensibles à l'annonce d'un programme global de gouvernement présenté par ce parti qu'aux lacunes

et aux ambiguïtés de son programme, qu'ils ont été attirés davantage par la polémique du P.S.B. avec le gouvernement Tindemans qui attentif aux équivoques de son projet de participation au gouvernement sur la base d'une négociation avec l'adversaire électoral, le C.V.P.-P.S.C.

Les travailleurs de Wallonie ont voté pour le changement et, par voie de conséquence, ils ont voté pour la probabilité la plus crédible d'un changement le plus prochain, c'est-à-dire pour le parti le plus nombreux qui paraissait se situer dans la ligne des actions syndicales du mois de février.

Par delà les élections, ce vote oblige le P.S.B. à se présenter à la négociation pour la formation du gouvernement/ <sup>comme un partenaire exigeant</sup> , -une opération qu'il réalisera plus aisément en écartant de la table des négociations le parti de Damseaux qu'en imposant des conditions au C.V.P. au nom duquel M. Tindemans a proclamé, devant le patronat, son attachement à toutes les mesures propres à privilégier la rentabilité capitaliste par rapport à toutes autres considérations. Mais cette option il ne sera pas facile de la faire accepter ni par la F.G.T.B. ni par la C.S.C.

Le P.C.B. la combattra avec résolution .

5. L'inégalité des résultats électoraux obtenus par le P.C.B. qui accuse, à la fois, des reculs sensibles en Flandre , à Bruxelles et dans le Borinage et de légères avances dans les régions ouvrières de Wallonie traduit une pénétration insuffisante des solutions proposées par notre parti ainsi qu'une mobilisation encore hésitante sur les orientations globales, anti-monopolistes et démocratiques de son XXIIème Congrès

En dépit de ses efforts, il n'a pas réussi, dans une mesure suffisante, à traduire clairement ses propositions par des mots d'ordre assez concrets et argumentés pour convaincre les travailleurs de leur réalisme, pour se distinguer, dans l'opposition, par sa capacité d'organiser l'action pour leur réalisation. Son opposition à la politique d'austérité s'est confondue dans une certaine mesure avec la résistance générale du mouvement ouvrier. Le résultat des élections, insuffisant pour le P.C.B dans l'ensemble, ne peut cependant faire perdre de vue le progrès au sein du mouvement ouvrier des idées dont il a été le porteur dans cette période de lutte contre les conséquences de la crise et contre ses causes.

Les efforts accomplis pour élever le niveau des luttes pour la défense de l'emploi et de l'outil industriel en conjuguant la pression des travailleurs et de leurs syndicats avec celle des forces politiques mises en mouvement à partir des entreprises qui combattent pour leur survie ont souligné, particulièrement par l'exemple de la bataille pour la sauvegarde des ACEC, la possibilité de prolonger la défense des intérêts immédiats des travailleurs par une mobilisation politique pour le changement.

Quelle que soit la composition du gouvernement de demain, celui-ci devra tenir compte de cette élévation du niveau des exigences des travailleurs qui ont été soutenues par les communistes dans la ligne tracée par le XXIIème Congrès.

6. Le résultat des élections législatives a montré une fois de plus la difficulté pour le P.C.B de valoriser ses orientations qui influencent pourtant le mouvement ouvrier dans son ensemble, sur le plan électoral,

c'est-à-dire de franchir le seuil qui sépare l'état d'un parti de propagande, qui diffuse des mots d'ordre que nul ne peut ignorer, qui peut se consolider dans une certaine mesure par cette activité là où son implantation et son organisation sont suffisantes, à l'état d'un parti mobilisateur direct du mouvement des masses.

La croissance du parti et de son influence électorale dépendent de ce passage que notre parti a accompli comme protagoniste de la lutte et de l'union contre le fascisme et de résistance populaire à l'occupant, au cours de la 2ème guerre mondiale. Dans la lutte contre le pouvoir des monopoles et pour la transformation de la société, son renforcement indispensable à l'accomplissement de cette tâche suppose la plus grande clarté de vue et de ses militants sur la voie pacifique et démocratique vers le socialisme, sur la nature de l'étape actuelle du combat, sur la stratégie et la pratique des alliances, aux niveaux social et politique, adaptées rapidement aux développements du mouvement général de masses populaires et de l'évolution de leurs organisations.

Dans un pays comme le nôtre, il ne sera possible d'amener les ouvriers et les forces populaires à rompre avec la politique des monopoles et la collaboration décevante avec la droite qu'en proposant aux travailleurs un chemin qui s'inscrit résolument dans le sens des réformes de structure qui limitent le pouvoir des monopoles et élargissent l'intervention des travailleurs dans les décisions politiques, en préservant l'acquis social, en défendant les traditions démocratiques, en s'appuyant sur la pluralité des organisations et des courants idéologiques dont les aspirations convergent vers le progrès social, le renforcement de la détente et de la coopération internationales.

C'est pourquoi, il importe que la cohésion des vues des communistes porteurs des intérêts nationaux et de la solidarité internationaliste des travailleurs s'affirme dans leur constance à défendre les valeurs humanistes dont le socialisme est l'héritier et le créateur.

Elle doit s'affirmer dans L/<sup>leur</sup> indépendance, réfléchie et responsable, d'appréciation et de jugement à l'égard de toutes les voies d'approche et de construction du socialisme.

B.P. 17/2/78

POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

PROPOSITIONS POUR LA PREPARATION DU PROCHAIN CONGRES NATIONAL DU PARTI.

- La formule traditionnelle de préparation et de déroulement du Congrès ne correspond plus aux nécessités et aux possibilités du moment: la discussion sur les thèmes politiques clé se cantonne aux ténors; par contre là où la discussion pourrait être plus ample et plus approfondie -dans les commissions- le temps y réservé s'avère insuffisant et faute d'une préparation plus sérieuse à la base, le temps dont on dispose dans les commissions est souvent encore consacré à la discussion de propositions d'amendements improvisés ou fantaisistes.

Nous proposons donc de changer de formule en partant des conceptions suivantes:

- ° prévoir une période beaucoup plus longue pour la discussion à la base
- ° consacrer plus de temps aux débats et discussions dans les commissions du congrès
- ° concevoir le Congrès lui-même davantage comme une conclusion des débats qui se sont déroulés dans les commissions

- THèmes à discuter à partir de trois documents de base:

- 1) notre action actuelle et ses perspectives
- 2) nos nouveaux rapports internationalistes ( rapport axé sur notre pratique, en y incluant les immigrés)
- 3) Le parti et sa presse ( accent mis sur: a) l'effort vers les entreprises  
b) le centralisme démocratique-)

Le rapport d'activité ne serait pas un document soumis à discussion

Timing:- documents à discuter par le CC début juin en vue de leur publication fin août dans la presse (suppléments)

- du 4 sept. au 22 octobre: discussion des documents dans assemblées de base et CF
- du 23 oct. au 20 nov. congrès fédéraux ( la section d'organisation devra proposer un calendrier aux fédérations)
- du 21 nov. au 9 décembre: mise au point des documents et publications des résolutions des congrès fédéraux
- 9 décembre : CC
- Congrès: les 15)16-17 décembre
- Pas de Tribune de discussion où bien se limiter seulement à la publication de prises de position d'organisations de base.

DEROULEMENT DU CONGRES.

1er jour: assez bref discours d'ouverture: actualisation des thèmes principaux et commentaires sur conclusions des Congrès

- après discours, le congrès se répartit en commissions sur base des 3 documents + commissions candidatures

2e jour: poursuite et clôture commissions et ensuite

- en séance publique: rapports des commissions et discussions(sauf pour commis. candidatures à huis clos-)

-- prévoir un temps de parole pour minorités et pour réplique du rapporteur de la commission

3e jour: fin discussion rapports et votes

communication résultats des votes

discours politique de conclusion en présence mass media

Lieu du Congrès: en Wallonie : examiner les possibilités à Namur...

*Blonde*

13787

Note au Bureau Politique (Pierre Joye)

Remarques sur la "Note sur la réforme des institutions"

Le chapitre 3 (page 2) de ce texte ne me paraît pas bon du tout. C'est un salmigondis d'affirmations schématiques, souvent inexactes, et les conclusions qui s'en dégagent me semblent bien confuses.

A) Exemples d'inexactitudes :

1°) Alinéa 2 : " Dans les années '60, la Flandre a connu une industrialisation rapide sous l'impulsion de sociétés transnationales, surtout américaines et allemandes".

Si les implantations de multinationales des années '60 l'ont certes accélérée, l'industrialisation de la Flandre est de beaucoup antérieure.

Les taux de croissance industrielle flamands ont été plus rapides que ceux de la Wallonie dès la veille de la première guerre mondiale. De sorte qu'en 1937 déjà, le nombre de travailleurs occupés dans l'industrie avait rejoint, en Flandre, celui de la Wallonie. (Par la suite, il le dépassa peu à peu de sorte qu'il en représente aujourd'hui plus du double).

Cette industrialisation s'est effectuée sous l'influence combinée de 3 facteurs :

a) Initiatives nombreuses dès le lendemain de la première guerre mondiale du grand capital belge traditionnel : (Société Générale, Solvay, etc)

- Industrie des non-ferreux dans la région anversoise et le Limbourg;
- Charbonnages de Campine;
- Activités portuaires, chantiers navals, etc (Compagnie Maritime, Cockerill Yards, Marcantile);
- Verreries mécaniques (Mol et Zeebrugge);
- Textiles artificiels (Fabelta);
- Modernisation du textile gantois (UCO).

b) Implantations étrangères de beaucoup antérieures aux années '60 :

- Bell Telephone (créée à Anvers en 1882) y occupait déjà 7.000 travailleurs en 1938;
- Les premières usines anversoises de montage automobile datent de 1922-(Ford) et 1924 (General Motors)
- Philips a construit son usine de Louvain en 1928, celles de Hasselt et Turnhout en 1956/57;
- Les premières grandes raffineries de pétrole ont été mises en marché en 1951(SIBP) et en 1953 (Esso).

c) Le développement de petites entreprises familiales flamandes qui ont atteint une dimension qui les a mises sur le même pied que les groupes capitalistes belges traditionnels :

par exemple : -les Tréfileries Bekaert

- les Photo-Produits Gevaert

- les Ateliers De Coen

- les Ateliers Léon Claes (machines agricoles), qui occupaient déjà 2.400 ouvriers quand ils furent repris par Clayton en 1964.

- les Métiers automatiques Picanol (famille Steverlynck).

- les groupes Boel-Van Damme et Ahlers-Leysen (chantiers navals et activités maritimes dans la région anversoise).

2°) Alinéa 3 : "Ce nouveau capitalisme essentiellement multinational..."

- Cela me semble bien catégorique !

Car ce "nouveau capitalisme" porte l'empreinte des trois facteurs intervenant dans son origine (cf supra) ce qui explique les liens souvent complexes qui existent entre entreprises spécifiquement flamandes, multinationales et même parfois entreprises dépendant de la Société Générale.

Si certaines de ces entreprises flamandes sont liées à des multinationales (voire parfois de simples filiales de multinationales) la plupart n'en ont pas moins un caractère nettement flamand, ne fût-ce que par la personnalité de leurs dirigeants - non seulement quand ceux-ci en sont les principaux actionnaires mais même parfois quand il s'agit de cadres supérieurs de filiales du multinationales (comme Bob Stouthuisen ou Frans Van den Bergh).

Le VEV, qui exprime le point de vue de ce "nouveau capitalisme" doit du reste préserver ce caractère "typiquement flamand" pour soigner son image de marque d'organisation patronale représentative.

Si les grandes entreprises - souvent liées à des multinationales - y exercent forcément une influence déterminante, le VEV doit néanmoins aussi tenir compte des PME qui en font partie, lesquelles sont à 100 % flamandes et constituent un élément important de son influence. Or la grande majorité de ses affiliés sont des PME : le VEV compte à présent 4.600 affiliés alors que la région flamande compte seulement 300 entreprises occupant plus de 500 travailleurs.

3°) Alinéa 4 : "Peu à peu, le capitalisme traditionnel, lui-même passé à la phase multinationale avec un certain retard..."

C'est inexact. Une des caractéristiques des groupes capitalistes belges traditionnels est précisément d'avoir eu très tôt un caractère transnational - à une époque, il est vrai, où on n'employait pas encore le terme !

Cf. la Société Générale : investissements massifs en Russie et construction de chemins de fer dans le monde entier avant la première guerre mondiale, intérêts décisifs par la suite au Congo (en 1960, les valeurs coloniales représentaient 25 % de son portefeuille);

Idem pour Solvay : filiales dans une quinzaine de pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique - dès 1881 aux USA);

Idem pour Empain dont les intérêts allaient, à ses heures de gloire, du métro parisien aux grands lacs africains en passant par Héliopolis;

Idem pour Petrofina, la première entreprise belge pour son chiffre d'affaires dont 80 % des activités se déroulent à l'étranger.

4°) Alinéa 5 : La "nouvelle droite".

Ce terme me paraît mal choisi. Il n'est pas utilisé jusqu'ici dans le langage politique courant et je doute que ce soit en cédant une fois de plus à la tendance que nous avons d'utiliser un jargon que nous sommes les seuls à employer que nous nous ferons comprendre.

D'autant plus que cette "nouvelle droite" s'est vue emboîter le pas par des porte-parole d'une très vieille droite classique : le CEPIC et le PVV de Willy De Clercq.

L'expression me paraît d'autant moins heureuse que le terme de "nouvelle droite" vient d'être abondamment utilisé avec un contenu très différent en France pour lancer une opération idéologique destinée à réhabiliter les concepts les plus réactionnaires et racistes. Ce qui augmente les risques de confusion dans un pays comme le nôtre où une partie appréciable du public tourne volontiers ses regards vers la France.

## B) Critique des idées développées

D'après le texte proposé, le "nouveau capitalisme" essentiellement multinational (je ne reviens plus sur ce point) serait passé à l'offensive afin de contrôler la décision politique en Belgique au détriment des assemblées élues (alinéa 3). Le capitalisme traditionnel se serait peu à peu accommodé de cette situation de sorte que "la grande bourgeoisie a maintenu son union sur les enjeux essentiels de la politique" (alinéa 4). ~~étatsixmismixmismix~~

1°) Il n'est pas que le "nouveau capitalisme" qui entend contrôler la décision politique au détriment des assemblées élues. Cela est - et à toujours été - une constante du capitalisme traditionnel.

2°) Il en va de même de l'opposition du capitalisme - nouveau ou traditionnel - à l'égard du fédéralisme démocratique.

3°) Ce texte estompe les divergences considérables qui se manifestent au sein de la "grande bourgeoisie" dont on dit - un peu trop vite à mon avis - qu'elle "a maintenu son union sur les enjeux essentiels de la lutte politique".

Bui, dans la mesure où il s'agit de préserver les prérogatives du capitalisme et de s'opposer aux revendications du mouvement ouvrier.

Mais pas du tout en ce qui concerne la politique à suivre pour arriver à ce résultat. Car sur ce point des divergences fondamentales se manifestent entre les différents groupes capitalistes - trop vite amalgamés dans l'entité "grande bourgeoisie".

Divergences qui ne se manifestent pas tant en ce qui concerne le refus d'un fédéralisme démocratique - auquel ils s'opposent tous - mais qui se manifestent dans le rôle attribué au rôle de l'Etat (faut-il ou non accepter ses participations au capital des entreprises assistées ? faut-il qu'il aide les entreprises en difficulté pour préserver l'emploi ou ~~qu'il~~ qu'il sacrifie les "canards bêteux" pour réserver ses faveurs aux entreprises les plus prospères ?) et dans l'attitude à adopter à l'égard des conquêtes sociales (faut-il les rogner en douce ou faut-il s'y attaquer de front en ~~excluant~~ excluant les femmes et les immigrés des allocations de chômage, en privatisant l'assurance-maladie ?). (Cf. Congrès de Courtrai du VEV).

C'est dans ce cadre aussi que se situe la lutte pour le fédéralisme démocratique.

### C) SUGGESTIONS

Puisque cette partie du document se fixe pour but, je le suppose, de préciser dans quel cadre se situe la lutte pour le fédéralisme démocratique, je proposerais qu'il soit rédigé de façon plus claire, en développant successivement 3 thèmes pour que les idées ne s'entremêlent pas constamment.

a) Rappel que le fédéralisme n'a pas en soi forcément un ~~xxx~~ caractère progressiste.

Il peut l'avoir, dans la mesure où il est démocratique - où il assure plus de liberté, plus d'autonomie locale et régionale.

Ce fut le cas quand le fédéralisme fut réclamé en Flandre d'abord - en mettant alors surtout l'accent sur ses aspects linguistiques et culturels (C'est pour cela que Jacquemotte soutint la proposition de loi Herman Vos en 1932).

Ce fut encore plus nettement le cas quand le ~~National~~ fédéralisme fut réclamé en Wallonie après la grève de 1960-61 en y joignant la revendication de ~~réformes~~ réformes de structure.

Mais le fédéralisme peut ne pas avoir ce caractère progressiste. Si le VEV préconise lui aussi un fédéralisme (non démocratique - qui serait soumis aux décisions d'un pouvoir central où une droite majoritaire flamande ferait la loi), c'est notamment dans le but d'éviter la "contagion" éventuelle d'une Wallonie potentiellement progressiste.

b) Préciser ensuite les divergences qui se manifestent aujourd'hui en Belgique entre les différents groupes capitalistes - entre les tendances de "patrons de choc" des groupes les plus dynamiques, qui exercent leurs activités en Flandre mais pas seulement en Flandre - et les groupes plus "traditionnels" qui s'accrochent notamment des participations directes de l'Etat parce qu'ils savent qu'elles sont assez inoffensives et qu'ils en ont impérieusement besoin (cf la Société Générale et le sauvetage de Sybetra) et qui ont par ailleurs appris qu'il est dangereux d'affronter trop brutalement le mouvement ouvrier.

c) Examiner seulement ensuite comment ces divergences se reflètent dans les différents partis politiques qui défendent les intérêts de la grande bourgeoisie - y compris au sein du CVP où le VEE n'est pas le seul à disposer d'un poids important car l'ACV et le Boerenbond existent aussi. Car après tout, s'il y a Tindemans, W. Martens dispose aussi de certains appuis.

Je crois que cela aurait le mérite d'être plus clair.

NOTE AU BUREAU POLITIQUE: orientation du débat sur les problèmes régionaux et communautaires, au Conseil régional de Bruxelles;

---

Le temps de consulter les camarades désignés sur le contenu de cette note me manque. Il faut en tenir compte.

Le débat a marqué un accord assez large sur l'ensemble de la note, mais certains points restent épineux. Je parlerai plus loin, à titre personnel, des remarques de Pierre Joye, mais il faut souligner que s'est exprimée avec une certaine force l'inquiétude des francophones quant à certaines formules qui leur donnent le sentiment d'être brimés, au nom de la nécessaire fraternité entre travailleurs francophones et flamands. L'importance grandissante du communautaire par rapport au régional les gêne et ils craignent qu'on ne cède du terrain un peu vite devant la tendance "colonisatrice" exprimée par Tindemans et ses boys, et en gros par toutes les tendances politiques flamandes, les communistes mis à part. Du côté néerlandophone des craintes similaires sont vives également.

Remarque personnel: je partage ce sentiment, mais n'en tire pas des conclusions échevelées.

### Les limites

On peut considérer qu'une majorité se dégage pour adopter la stratégie suivante: organiser la régionalisation d'abord et en tout cas pour les 19 communes et, une fois la région reconnue comme telle, créer les conditions d'un accord sur les problèmes de la périphérie (les 6 communes).

Une tendance minoritaire mais vigoureuse remettait la notion des 25 communes sur le tapis

Un amendement est proposé au texte en discussion (p.5 dans le texte français). Il faudrait en revenir à la formule adoptée pour le Conseil Régional dans une résolution récente, au chapitre des "conditions d'une véritable solution pour Bruxelles": "La nécessité de tenir compte de la volonté des habitants concernés et des deux grandes communautés pour régler le problème de la périphérie bruxelloise et des limites de la région".

### Démocratie à l'intérieur de la région

Le texte discuté (p.4) semble insuffisamment précis en ce qui touche une des conditions essentielles de la coexistence harmonieuse des Bruxellois francophones et des Flamands de Bruxelles: des mécanismes leur permettant de régler certains problèmes culturels et personnalisables entre habitants de Bruxelles, francophones et néerlandophones, sans tomber sous le coup d'interdits communautaires. Le contenu du pacte est en jeu.

### Les "ailes" sur leur terrain

Il était inévitable (et salulaire) qu'un débat animé se déroule quant aux réactions très différentes des membres des deux communautés et à leurs rapports non moins différents, en tant que francophones bruxellois et flamands de Bruxelles, avec la Wallonie d'une part et la Flandre de l'autre.

C'est du côté francophone ( mais pas uniquement de ce côté) qu'est venue l'idée d'avoir ~~des~~ coudées franches pour discuter certaines questions "intra-communautaires". C'est une idée ( "l'unité dans la diversité") qu'il ne faut pas rejeter. Si par exemple on s'en réfère à certaines indications données par nos camarades de la RTB , il n'est pas impensable que des difficultés surgissent à propos de budgets culturels, entre Wallons et Bruxellois francophones, et même entre progressistes wallons et bruxellois. D'où la nécessité, pour les communistes bruxellois, francophones et flamands, d'avoir la liberté de s'expliquer au nom de la région bruxelloise, avec les membres de leur propre communauté, sans avoir nécessairement et en tous points la bénédiction de "l'autre aile".

### Compétences et budget

Je crois qu'il est indispensable (pages 3 et 4) d'être un peu plus explicite sur ces points dans le document, car tel qu'il est il est peut être difficile à manier pour le commun des ~~mortels~~ <sup>membres</sup> du comité central, sans parler du commun des mortels.

### Note de Pierre Joye : avis personnel

Elle commence très mal, avec une agressivité inutile ( salmigondis d'affirmations schématiques, etc...) mais elle contient quelques indications qui motivent des amendements au texte. Il est vrai que le capitalisme "traditionnel" chez nous, a été très "international" très tôt ( voir Lénine : L'impérialisme stade suprême... voir les liaisons de Van Zeeland avec la Chade et le trust Rockefeller; voir les tractations à propos de l'uranium du Congo, les investissements Outre-Atlantique et notamment au Canada, etc...) Il est vrai qu'il ne faut pas "dépanner" le grand capital flamand le plus agressif en insistant par trop sur son caractère multinational, car il est patent que ce grand capital a sa personnalité, son originalité, son dynamisme propre. Je suis plus réticent quant aux suggestions ( p.5 de la note): notre tâche est de cerner un ennemi principal. Le figiolage vient ensuite.

### Le règlement d'ordre intérieur

Une intervention importante ( celle de Jacques Teghem) a lié aux options communautaires et régionales la question du règlement d'ordre intérieur. Ce camarade a l'impression que ce règlement prive la régionale de Bruxelles du parti d'une part de ses

3.

prérogatives et qu'elle condamne les Bruxellois à être à la remorque des assemblées communautaires.

Il ne faut pas, à mon avis, se contenter de dire que le règlement d'ordre intérieur est en rodage, que c'est quelque chose de nouveau, qu'on verra bien. Dès maintenant, certaines complications inutiles et même certaines absurdités sont palpables. Le fait que cette note doive être écrite au nom d'un collectif bruxellois qui n'existe plus, et que le nouveau collectif bruxellois sera chargé d'appliquer des décisions du CC sur lesquels ~~il~~ <sup>lui</sup> n'aura pas pu donner d'avis, est significatif à cet égard. Ce dernier chapitre ~~de la~~ est évidemment "off the record", mais il devra être tenu en mémoire.

Fraternellement

JEAN BLUME.

[1970?]

NOTE

f 128

La position de principe c'est la sauvegarde du 1' UNITE NATIONALE DU PARTI.

Personne ne veut la création de deux ou trois partis différents. Si l'on ne prend pas de précautions, le processus de séparation pourrait se développer même quand personne ne le veut.

DEUX ELEMENTS IMPORTANTS.

1. La fédéralisation de fait de certains aspects de la vie politique.

(ex. à la commission enseignement les camarades flamands parlent de la politique de Ramaekers, les camarades francophones de la politique de Michel. Il y a des différences - on se comprend mal - le courant d'opinion flamand qui s'est opposé au pacte d'Egmont, n'était pas connu par les wallons qui n'ont rien de semblable).

2. L'inégalité des forces au sein du parti. En Wallonie, le parti a toujours, dans plusieurs régions, un caractère de parti de masse.

En Flandre, c'est moins vrai.

De ce fait, une position politique élaborée nationalement aura nécessairement un cachet wallon. Elle sera plus près de la réalité wallonne que de la réalité flamande.

Il faut par conséquent, prendre des dispositions pour organiser la modification des structures.

La ligne nationale doit être élaborée davantage comme synthèse entre les différentes régions.

Pour y arriver, le rôle effectif des conseils régionaux ( et communautaires) et des bureaux doit être renforcé, et un équilibre plus grand doit être assuré dans les instances nationales.

PROPOSITION.

1. Depuis longtemps on est d'accord sur le principe de la parité aux instances nationales Pour le CC, ce problème est venu à maturité.

Pour le prochain congrès: 30 à 35 francophones, 30 à 35 flamands.

Pour le BP, je ne crois pas que le problème peut déjà être résolu.

2. Les Conseils régionaux et communautaires ont droit de décision en toute matière concernant l'application de la ligne dans leurs conditions spécifiques, et droit d'avis dans toutes les matières concernant l'élaboration de la politique.
3. Le budget d'organisation et de propagande doit être fédéralisé, et contrôlé par les instances régionalisées.
4. La gestion de la RV doit être contrôlée par le conseil communautaire flamand ( sur le principe, un accord existe depuis plus d'un an, mais il n'y a pas de modalité d'application).

J. TURF

Premier jet pour discussion au Bureau Politique

(1979)

-----  
FAIRE FRONT POUR REFUSER L'AUSTERITE, POUR TENIR LA DROITE EN  
ECHEC  
-----

Le Comité central du P.C.B. constate que l'été 1979 a marqué une nouvelle aggravation de la crise économique.

Au 31 juillet notre pays comptait 288.801 chômeurs complets indemnisés : 16.058 chômeurs de plus qu'en juillet 1978. Tout porte à craindre que le cap des 300.000 chômeurs complets sera largement dépassé dès le début octobre. Au total, d'ailleurs, 600.000 personnes sont déjà touchées par le délabrement de l'emploi.

Ce n'est là, pourtant, qu'une indication parmi d'autres, hautement significatives de la gravité des problèmes que le monde du travail, le mouvement démocratique de notre pays ont à affronter dès ce mois de septembre.

La droite durcit son action au plan européen.

La droite européenne n'a pas été longue à interpréter à sa manière les résultats des élections du 10 juin<sup>79</sup> et à prendre l'initiative d'un durcissement de la politique de crise.

De Strauss à Thatcher, en passant par Weil et Tindemans, l'accélération brutale de la politique d'austérité et des manoeuvres visant à brimer les aspirations populaires, le tout allant de pair avec le sabotage de la détente, sont à l'ordre du jour.

Sur le terrain social, c'est l'opposition à la revendication des syndicats européens touchant la réduction de la durée hebdomadaire du travail. C'est une offensive contre l'indexation des salaires, lesquels sont, partout, constamment rongés par l'augmentation des prix et des taxes.

Sur un plan plus général, tout est fait pour minimiser la portée des accords Salt II sur la limitation des armements stratégiques. A peine ces accords signés, le gouvernement des USA peut se permettre de lancer un projet d'implantation de nouveaux missiles nucléaires dans cinq pays d'Europe, dont le nôtre. L'attitude de la droite européenne à l'égard des pays producteurs d'énergie et de pétrole est imprégnée du même refus agressif de rechercher la coopération et la détente sur des bases d'égalité. L'oubli cynique des responsabilités occidentales à l'égard du Vietnam préside à la démagogie déployée autour du drame des réfugiés du Sud-Est asiatique.

Tout indique, dans le chef de la droite néo-stalinienne, la volonté d'aggraver un climat d'inquiétude, afin de faciliter partout les mesures de régression sur les plans économique, social, politique.

#### Moins de six mois pour peser le gouvernement Martens-Spitaels

En Belgique, il n'a pas fallu six mois à la droite (et notamment à la droite C.V.P. et à M. Tindemans) pour prendre la mesure d'un gouvernement Martens-Spitaels qui ne correspondait à ses vœux qu'en vertu de considérations d'opportunité.

Le gouvernement Martens-Spitaels tenait compte, dans sa composition et son programme, des résultats électoraux du 17 décembre 1978. Résultats qui ne donnaient pas le "feu vert" à une offensive d'austérité aussi nette que la F.E.B. l'aurait souhaitée, ni à une contre-offensive antirégionaliste aussi sèche que la grande bourgeoisie unitariste ne le désire aujourd'hui encore.

Très vite, cependant, il est apparu que les composantes socialistes et "régionalistes" du gouvernement Martens-Spitaels n'étaient guère résolues à s'appuyer sur des mouvements revendicatifs puissants et nombreux pour préserver les points les moins négatifs du programme gouvernemental. Par contre, les points de ce programme les plus conformes aux vues des trusts et de la haute finance, et les plus restrictifs quant aux besoins sociaux, étaient approuvés.

S'appuyant sur cette courte expérience et les résultats électoraux du 10 juin, les forces de droite ont abattu leurs cartes. Leur porte-parole a été M. Tindemans, représentant belge de la droite européenne la plus résolue, et détenteur d'une capacité de pression incontestable sur ses coreligionnaires sociaux-chrétiens, qu'ils soient de Flandre, de Wallonie ou de Bruxelles.

Dès la fin juin, M. Tindemans a remis en cause le programme du gouvernement dont le chef est l'ex-président de son parti. Raidissement sur le plan budgétaire et social, coup d'arrêt sur le plan institutionnel: telles étaient les lignes essentielles de son discours.

Dès lors, la perspective de la droite apparaissait clairement. Il s'agissait de miser sur la complaisance des ministres socialistes pour accentuer les mesures d'austérité, et de miser aussi sur un mouvement d'impatience du F.D.F., que tout nouveau retard dans la mise en place d'une régionalisation même approximative met en difficulté. Le tout en vue d'un revenir à court terme à la formule gouvernementale qui a toujours été la plus favorable à la droite : la tripartite sociale-chrétienne, libérale et socialiste, au sein de laquelle les ministres socialistes seraient les otages des autres, plus/encore aujourd'hui que naguère d'ailleurs, puisqu'ils n'appartiennent plus au même parti.

Avant les concertations sociales : les mauvais coups du  
budget 1980

Les pressions de la droite ont eu, sur le comportement du gouvernement Martens-Spitaels, un effet certain et rapide.

Le budget 1980 met une dernière touche à un bilan gouvernemental provisoire qui pouvait déjà se résumer comme suit : restrictions budgétaires ayant provoqué déjà de profonds remous chez les enseignants, parmi la jeunesse, chez les parents d'élèves ; options obéissant aux diktats des trusts en matière d'énergie ; orientation néo-otaniennne en matière de défense nationale et de politique étrangère ; refus des élections directes qui permettraient à la Wallonie et à Bruxelles d'accéder au minimum nécessaire d'autonomie, cependant que toute latitude est laissée au CVP et aux libéraux pour développer, à partir de la Flandre, des manoeuvres ayant pour but de stopper la régionalisation démocratique et d'assurer la continuité d'une politique conforme aux vœux de la grande bourgeoisie unitariste.

Ce budget 1980, dont M. Martens a laissé entendre qu'il devait être accepté tel quel, s'en prend directement à une des conquêtes les plus importantes du monde du travail : la Sécurité Sociale, qu'il ampute de 11 milliards. En outre, il frappe également les travailleurs et les usagers des transports en commun et les usagers de l'automobile dans un pays où le parcours quotidien entre le lieu d'habitat et le lieu de travail devient toujours plus difficile à accomplir. Enfin, il annonce de nouvelles augmentations de prix, de nouvelles diminutions du pouvoir d'achat des salaires.

Le projet du gouvernement Martens-Spitaels est évidemment de mettre les travailleurs organisés devant une série de faits accomplis, avant même que les concertations sociales de la rentrée aient commencé.

Récuser le budget 1980, la politique d'austérité du gouvernement...  
et surtout s'unir.

C'est sans nul doute à partir de la défense des acquis sociaux, de la bataille pour l'emploi, de la lutte contre les mauvais coups du budget 1980, que le monde du travail devra réagir contre l'offensive de la droite et des puissances financières dont la droite sert les intérêts.

Il devra nécessairement le faire autrement que dans un proche passé.

Les travailleurs organisés de notre pays n'ont pas à rougir de leur combativité.

Les luttes des enseignants en Front Commun, la lutte de R.B.P., celle des ACEC de Charleroi, l'ampleur et le contenu, à la fois social et politique, de la manifestation du 29 mars dernier : autant de preuves, parmi des dizaines d'autres, d'une réelle capacité de réflexion et d'action.

Cependant, le monde du travail et ses diverses expressions syndical et politiques traversent une période de désordre, sinon de désarroi, dans leur réponse aux plans de la bourgeoisie et du grand capital.

Les combats se mènent en ordre dispersé. La solidarité interprofessionnelle manque, de même que l'indispensable continuité entre la lutte pour une revendication sociale aussi essentielle que les 36 heures et l'aboutissement de cette revendication au plan de la politique générale.

Les luttes sociales et politiques de la rentrée, si elles se veulent efficaces, doivent partir d'une réflexion globale sur l'offensive de la droite et les moyens de la contrer.

Les bases de cette réflexion globale sont les suivantes :

- 1/ Refus de toute nouvelle atteinte aux acquis sociaux : par conséquent, refus du budget 1980 ;
- 2/ Refus de tout nouveau retard dans la régionalisation : s'appuyer sur le programme du 29 mars ; exigence d'élections directes ;
- 3/ Accélération des mesures de lutte contre le chômage : 36 heures, plans régionaux et sous-régionaux de création d'emplois nouveaux ;
- 4/ Exigence d'une politique extérieure favorable à la détente et à la coopération ;
- 5/ Pression, à partir du monde du travail, de la F.G.T.B. et la C.S.C., sur les mandataires politiques se réclamant du monde ouvrier, afin d'échapper au piège de la tripartite.

Note : J'arrête ici le texte, le temps me manquant pour rédiger des propositions de "rafraichissement" du programme du Congrès. J'aurai des propositions pour vendredi.

Jean BLUME

PBT

Texte de J. Rapels

## L'ACCEPTATION PAR LES MASSES DE L'ISSUE SOCIALE-DEMOCRATE A LA CRISE

---

Il n'est sans doute pas inutile de comparer succinctement les conséquences sociales de la crise actuelle avec celle 1929-34. En 1929-34 les conséquences de la crise pour le monde du travail furent dix fois plus dramatiques : chute plus brutale des salaires, chômage plus accentué, perte catastrophique du pouvoir d'achat des masses. On peut d'abord se demander pourquoi. On peut ensuite s'interroger sur ce que voudrait faire la grande bourgeoisie si elle avait les coudées franches. On définira ensuite ce que nous entendons par "l'issue sociale-démocrate à la crise" et quelles en sont les répercussions pour le taux d'intégration économique européen.

D'abord, la classe ouvrière a engrangé, depuis 1945, pas mal de conquêtes sociales. Un système de sécurité sociale, certes insuffisant, mais néanmoins important, garantit, quelles que soient les circonstances économiques, un certain pouvoir d'achat. La satisfaction des besoins collectifs (enseignement, soins médicaux, services publics...) a atteint un degré élevé. Des allocations de chômage prémunissent les chômeurs contre une chute de revenus trop vertigineuse. Or, l'ensemble de ces acquis de la classe ouvrière a un effet anti-cyclique certain. Ils empêchent la dépression de s'approfondir. En effet, quelle que soit la pression que la bourgeoisie veut exercer sur le pouvoir d'achat des masses, celui-ci demeure à un niveau de loin supérieur à ce qu'il était avant-guerre. Ce pouvoir d'achat maintient l'activité économique et permet d'éviter une récession trop nette.

En outre, la capacité de résistance de la classe ouvrière - due à un niveau d'organisation supérieur, à l'expérience accumulée de la lutte de classe, etc... - limite le pouvoir d'action anti-populaire de la bourgeoisie. La classe ouvrière, moins vulnérable, est mieux apte à défendre ses acquis historiques et son pouvoir d'achat. De plus de nombreuses autres couches sociales qui ont pris conscience de leurs intérêts propres empêchent, dans une certaine mesure, la bourgeoisie monopoliste de gouverner selon son bon plaisir. Les professions "libérales",

67  
souvent plus "salarialisées" que dans les années trente, les intellectuels, le monde de la science et de la culture... en défendant de façon beaucoup plus organisée que jadis leurs propres intérêts, le droit à leur déploiement ou des conditions de travail plus dignes, sans pour autant se ranger aux côtés de la classe ouvrière, s'éloignent néanmoins de l'idéologie et des desseins de la grande bourgeoisie. Un exemple entre mille : les chercheurs, les étudiants, les professeurs qui luttent pour défendre le potentiel de recherche et la qualité de l'enseignement supérieur ne se "rangent pas subjectivement aux côtés de la classe ouvrière". Mais le combat pour les intérêts propres rejoint objectivement les intérêts fondamentaux et à long terme de la classe ouvrière qui, quand elle prendra en charge le sort de toute la nation, devra nécessairement développer de façon adéquate la science et la culture. Concrètement et à court terme, ce combat freine l'approfondissement de la crise et diminue la marge de manoeuvre de la grande bourgeoisie.

En deuxième lieu, la bourgeoisie, en instaurant et en consolidant le capitalisme monopoliste d'Etat, a considérablement augmenté le poids du secteur public dans l'économie (administrations de l'Etat, services publics au sens large...). On licencie aisément des travailleurs du secteur privé. On licencie difficilement des fonctionnaires. C'est dire que le secteur public constitue une sorte de volant anti-cyclique qui allège les conséquences néfastes du recul économique.

Nous ne prétendons pas que ces éléments, qui au fond, décrivent un autre rapport de forces entre grande bourgeoisie d'une part et forces progressistes d'autre part, expliquent à eux seuls pourquoi la récession fut moins accentuée.

Et que voudrait la bourgeoisie ?

Tout un chapitre est consacré à la restructuration monopoliste de l'économie. La nouvelle division internationale du travail, la loi des avantages comparatifs etc... font éclater un certain nombre de procès de production non seulement dans les secteurs traditionnels mais également dans les secteurs de pointe qui utilisent relativement beaucoup de main-d'oeuvre.

Un exemple entre mille. La filiale belge de la Société américaine RCA (Radio Corporation of America) installée dans la province de Liège en Belgique depuis 1970 annonce en janvier 1978 la fermeture de son siège belge pour le 15 février. Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication d'éléments électroniques entrant dans la construction d'appareils de radio et de télévision, d'orgues électroniques, d'ordinateurs, etc... La direction américaine de cette firme transnationale a décidé de transférer cette séquence de production en Malaisie. Cinq cents travailleurs au chômage et tout un potentiel de R.D. - la filiale belge de RCA disposait de son propre laboratoire de recherche - définitivement perdu. Cette fermeture n'est pas isolée. Elle illustre les désertions de multinationales américaines tant en Flandre qu'en Wallonie. Elle fait suite à la fermeture de "Federal Mogul" à Malonne, de "Thermo-King" à Liège, de "Burroughs" à Seneffe, de "Badger" à Anvers, de "Wabco" à Gembloux, de "Occidental Petroleum Cy" à Anvers, etc...

Par ses combats ~~définitifs~~ la classe ouvrière peut soit diminuer le nombre de licenciements, soit retarder la fermeture, soit obtenir des "dédommagements" sous forme de compensations sociales... elle ne peut pas, sans participer directement ou indirectement à des crêneaux importants d'un pouvoir économique et politique désireux de réaliser de profondes réformes de structure antimonopolistes, contrecarrer la conversion économique et industrielle menée par les grandes bourgeoisies.

Dès lors, les grandes bourgeoisies occidentales - française, allemande, japonaise ou américaine - pour maintenir ou pour rehausser le taux de profit de leurs grandes entreprises nationales ou transnationales mènent une politique stratégique qui comporte certains axes à savoir :

- une diminution nette du volume de l'emploi dans les pays d'Europe occidentale notamment ;
- une pression continue sur les salaires directs pour abaisser le coût de la main-d'oeuvre et pour augmenter le taux de plus-value. Il devient de plus en plus manifeste que ces deux axes interfèrent : le maintien d'un niveau élevé du taux de chômage influe sur le niveau des salaires.

Il inhibe la volonté de lutter pour des augmentations salariales. La terrible menace matérielle et morale de se retrouver sans emploi fait accepter par les salariés des blocages de salaires, voire des diminutions de traitement. La fameuse conception de Marx selon laquelle le patronat utilisait une armée de réserve de main-d'oeuvre pour faire pression sur les salaires, retrouve toute son actualité. On ne peut que constater qu'après quelques années de crise et une campagne idéologique sans précédent, la classe ouvrière l'a accepté, non sans résignation mais non sans grogne non plus, un taux de chômage important ;

- une volonté tenace de mener des "politiques d'austérité" qui tout à fait globalement visent à diminuer soit les salaires indirects, soit les fractions de plus-value que la bourgeoisie a bien été obligée de ristourner à l'Etat pour financer les "services publics". D'où des agressions permanentes contre l'enseignement, les dépenses de sécurité sociale etc...
- en quatrième lieu, il y a, ce qui est classique pour toute période de crise, le désir de "profiter" de la récession, d'une contraction des chiffres d'affaires et des marges bénéficiaires pour casser les reins aux concurrents plus faibles, à savoir les couches non-monopolistes de la bourgeoisie, les P.M.E., les exploitants familiaux des campagnes, etc...

Telle serait la politique économique "idéale" de la grande bourgeoisie.

Sans la combativité de la classe ouvrière, sans des luttes continues et parfois très dures - nous pensons aux "grèves du vendredi" qui ont fait tomber le gouvernement Tindemans I en Belgique, plus récemment à la grève massive des sidérurgistes allemands de décembre 78 et des cheminots anglais de janvier 1979 et à toutes les occupations d'usine qui déclenchent, du Nord de l'Ecosse au Sud de l'Italie et des Bouches du Rhône à la Bavière, (toute) annonce de licenciement ou de fermeture - sans toutes ces actions, ce serait cette solution là qui serait imposée à la classe ouvrière, aux cadres et aux techniciens, aux ingénieurs et aux professeurs d'université, au monde de la science et de la culture, au petit épiciers comme au paysan.

85

L'acceptation de l'"issue sociale-démocrate à la crise" consiste à endosser les solutions économiques de la grande bourgeoisie - redéploiement économique, conversion industrielle, bradages de pans entiers de l'appareil productif... - à condition que les acquis sociaux, accumulés depuis quelques décennies ne soient pas trop entamés, à condition que les fermetures d'entreprises, les licenciements etc... s'accompagnent de certaines compensations sociales (prépension notamment), à condition que le chômage dans lequel on s'installe soit assorti de mesures qui tout en ne modifiant rien aux causes du chômage, rendent les effets de celui-ci plus supportables (x). L'acceptation de l'issue sociale-démocrate à la crise est donc le résultat d'une lutte de classe permanente. Elle n'est certes ni fatale, ni durable. Mais elle permet pendant un certain nombre d'années aux bourgeoisies monopolistes européennes d'imposer leurs solutions économiques, leurs politiques "d'austérité".

TJ n'ent  
PAS  
le cas

La définition  
est d'ailleurs  
des plus claires  
c'est

---

(x) Le plan Spitaels, inspiré d'ailleurs d'expériences étrangères et notamment canadienne, constitue une parfaite illustration de ce phénomène. Certes 76.000 personnes ont été remises temporairement au travail... mais le nombre chômeurs complets a augmenté pour atteindre un record absolu de 308.000 unités au moment où nous écrivons ces lignes (janvier 1979).

L'acquis social, culturel, éducatif du passé joue donc à double sens. Il constitue en quelque sorte une arme à double tranchant. Evidemment il s'agit de conquêtes, de victoires matérialisées dans un nombre de législations, de droits acquis etc... Au demeurant, il y a également une autre face : les travailleurs des pays d'Europe Occidentale ne sont plus désormais des "prolétaires" qui n'ont plus que leurs chaînes à perdre. Ils pourraient avoir énormément à perdre : un pouvoir d'achat décent, un système de sécurité sociale, un ensemble de droits syndicaux et sociaux... Le sous-prolétariat urbain de Téhéran n'a que des chaînes à perdre. Pour les travailleurs français, allemands, anglais, italiens, il n'en n'est pas ainsi. D'où cette volonté profondément ancrée dans les masses d'Europe occidentale de ne pas risquer la proie pour l'ombre. Certes il y a un désir de changement, d'améliorer la qualité de l'enseignement, de démocratiser la culture, (de rehausser la qualité de l'enseignement, de démocratiser la culture), de rehausser la qualité de la vie. Mais il n'y a vraisemblablement pas une volonté généralisée de modifications structurelles, pas de volonté généralisée d'organiser cette "coupure démocratique" qui risque encore à l'heure actuelle aux yeux des masses de mettre en danger tout cet acquis social, culturel, matériel. Bien sûr, la bourgeoisie provoque, utilise, renforce ce réflexe de prudence en culpabilisant la classe ouvrière - le chômage est causé par les allocations de chômage et l'inflation par les ménagères - et en agitant chaque fois le spectre de la dilution du tissu social, du désordre, de la fuite des capitaux, de l'inflation galopante au cas où la gauche viendrait au pouvoir, ou, plus exactement accèderait au gouvernement. En définitive, si les possibilités réelles de mettre en oeuvre une véritable "alternative économique-sociale", de faire triompher une autre logique économique... si ces possibilités, stagnent ces temps-ci - nous pensons évidemment à l'échec de l'Unité de la Gauche en France et aux résultats peu probants de forces progressistes en Italie - c'est non pas parce que l'une ou l'autre direction d'un Parti socialiste retombe à nouveau dans les affres des déviations de Droite, mais fondamentalement parce que les masses, tout en menant des

*Juste  
mais...  
il y a  
des points  
N.W. isolés*

?!

combats énergiques, tout en luttant bec et ongles pour conserver l'acquis, tout en désirant des mini-réformes... hésitent encore à se lancer dans la bataille pour soutenir un contre-projet de société qui implique la mise en place de réformes de structures fondamentales.

Voilà ce que nous entendons par l'acceptation de l'issue sociale-démocrate à la crise. Seule cette acceptation par les masses des différents pays occidentaux, permet à chaque bourgeoisie nationale de mener une certaine forme de politique d'austérité. Seule cette acceptation permet de coordonner sur le plan européen des politiques économiques et sociales qui fondamentalement répondent à une même stratégie et se réalisent dans des rapports de forces sociaux relativement similaires.

Pour  
depuis l'ant.

Seule une telle coordination permet, en définitive, la poursuite, voir l'approfondissement de l'intégration économique européenne.

7 Bleume



## PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

BRUXELLES, le 23 avril 1979

Au camarade J. NAGELS,  
75, Driesbosstraat,

1640 RHODE ST GENESE.

Cher Jacky,

J'ai mis à profit la trêve pascalle pour lire très attentivement les différents textes que tu m'as communiqués, dans la période précédant le Congrès, en vue du livre du G.E.M. sur l'Europe.

Les données rassemblées, les analyses proposées et la "dynamique" suggérée me paraissent du plus haut intérêt, et devront certainement être largement prises en compte par le parti, comme par toute la gauche sérieuse de chez nous - dans la perspective du "changement d'échelle" que va imposer à toute notre action politique la mutation dont l'élection du 10 juin ne constitue qu'une "pointe visible".

Je songe, tout particulièrement aux chapitres sur les trois périodes de l'"intégration" sur le poids des multinationales (pour lequel me manque malheureusement la page 12 à laquelle s'est substituée un double de la 11) et sur l'interaction U.S.A.-C.E.E. (à propos de laquelle il me semble pourtant que certains calculs gagneraient à être encore contrôlés et comparés - particulièrement aux pages 42, 44 et 59 et, où, par ailleurs, ~~la~~ la page ~~12~~ me paraît boiter un peu).

J'avoue en revanche, avoir été beaucoup moins convaincu par le chapitre - annoncé à de nombreuses reprises dans les textes qui le précèdent - sur "l'acceptation par les masses de l'issue social-démocrate" à la crise". (Et j'ai été assez étonné, de voir figurer ce même thème, dont à ma connaissance il n'a encore jamais été discuté, figurer comme une sorte de notion acquise dans les syllabus pour le 2<sup>ème</sup> week-end de formation à Froidmont).

Non seulement la formule choisie me paraît inadéquate : 1) en raison de la "couleur" des partis dirigeants dans la plupart des pays-membres (sans même préjuger des élections britanniques);

2) parce que le comportement que le texte attribue aux masses - pour une bonne part d'ailleurs, à juste titre - met précisément celles-ci en opposition avec les attitudes

"spontanées" ( ou initiales" ou "naturelles") de la social-démocratie, en tous cas partout où celle-ci est associée au pouvoir , et qui ne se distinguent guère des orientations de la droite " technocratique" (type Davignon).

Mais encore et peut-être surtout, le comportement évoqué, s'il apparaît sans contestation possible comme très largement majoritaire la plupart du temps et dans la plupart des lieux , n'en connaît pas moins un certain nombre de "dépassements" d'autant plus significatifs, que les revendications, les initiatives et les actions de pointe correspondante se soldent rarement par un isolement politique et idéologique de leurs artisans. Je ne veux, à ce propos, tenter de cerner ni la signification qualitativement nouvelle, des "participations" syndicales et politique: à l'italienne, ni la difficulté d'apprécier correctement la portée de l'échec de l'union de la gauche française, en l'absence de lumières sur la question de savoir "si un changement réel était possible et le cas échéant lequel".

Mais je crois en revanche pouvoir affirmer avec assurance que, pour ce qui est de la Belgique, pas mal de batailles "ponctuelles", particulièrement pour l'emploi, et bon nombre de plates-formes syndicales et même politiques ( autres que les nôtres) prises en compte jusqu'à un certain point par de larges courants du mouvement ouvrier au départ de l'"esprit de Zwartberg" sont allées tautentiellement - et peuvent aller toujours davantage - au-delà de l'acceptation de la "fatalité" des restructurations transnationales des monopoles. J'oserais même ajouter que l'idée-clé d'une action économique des pouvoirs publics, indépendante de la stratégie des monopoles, a commencé à "s'emparer" de certaines masses, fût-ce non-encore au point de se transformer en "force matérielle".

Je ne t'étonnerai pas en concluant que toute la question pour moi est de savoir si nous serons en mesure d'offrir au mouvement, un "plan stratégique pour la phase présente" qui soit à la fois à sa portée et en mesure d'amorcer le changement . Cette question, - celle-là même qui s'est trouvée à la base de la réflexion de nos deux derniers congrès - n'aurait évidemment pas de sens si les masses - ou au moins la partie la plus avancée d'entre elles - n'aspiraient pas réellement à se battre pour mieux que ce que le texte qualifie d'"issue social-démocrate". Ce mieux ne pourrait-il pas se fonder sur ce que, en "jargon du P.C.B.", je serais tenté de résumer par "les plates-formes syndicales anti-crise, plus les alliances progressistes nécessaires pour les faire prévaloir au niveau des pouvoirs politiques"?

Bien entendu, semblable "issue amorçant le changement" n'est guère concevable, dans la phase présente, au niveau de la Communauté. C'est pourquoi, son "articulation européenne" se définit à mon avis par la double notion, qui figure en bonne place dans notre plate-forme - pour le 10 juin-, du droit au changement du(des) peuple(s) de chaque pays-membre ET de la solidarité y compris dans cette perspective, des forces de progrès (syndicales et politiques) au niveau de la Communauté.

Je ne doute pas que tu me pardonneras ce développement trop long sur un seul chapitre, et certes non le plus important, de l'ouvrage dont je suis convaincu qu'il constituera un grand apport à notre recherche et à notre lutte, - "notre" étant compris dans son sens le plus large.

Mais je trouverais dommage, que le livre comporte ce que je ressens comme une sorte de hiatus entre l'analyse économique - dans le sens "plein et engagé" du terme - qui en fait l'objet, et la perspective d'action politique - dans le sens "concrètement transformateur" du terme - que, de toute évidence, il a pour ambition de contribuer à définir.

Il va de soi que je communique la teneur de cette épître à Augustin Duchâteau, et je pense que tu ne verras pas d'inconvénient à ce que j'en adresse copie à l'ensemble des membres du BP.

Avec mes bien amicales salutations,

Louis VAN GEYT

liste f. 288.

(grandes lignes de propositions "programmatiques")

## FAIRE PAYER LA CRISE PAR CEUX A QUI ELLE PROFITE

La publication du budget 1980 a coïncidé avec un fait-divers de dimension peu commune : le scandale des milliards de pots-de-vin d'Eurosystem.

En même temps que le parti communiste, de hautes instances syndicales ont tiré de ce scandale les conclusions qui s'imposaient : les grosses sociétés ont de l'argent, l'Etat et les derniers gouvernements successifs protégeant leurs intérêts ; la thèse patronale concernant les coûts salariaux et leur incidence sur la capacité concurrentielle de notre économie est sérieusement remise en cause ; l'injustice de la fiscalité actuelle est à nouveau soulignée ; pas question de toucher à la Sécurité Sociale en lui retirant 11 milliards, alors que d'autre part la haute finance peut gaspiller hors de tout contrôle des sommes pratiquement équivalentes, sous le prétexte d'obtenir des contrats qui se révèlent douteux.

Au travers d'un incident révélateur, c'est toute la politique d'austérité qui est remise en question. De plus en plus, il est démontré que la crise économique et budgétaire ne peut être enrayée en frappant toujours davantage les revenus modestes ou moyens, et qu'il faut se décider à faire payer les riches, les grosses sociétés qui s'enrichissent de la crise.

Le Comité central du P.C.B. estime que le monde du travail doit s'inspirer de cette leçon dès la rentrée de septembre, pour s'opposer à la tentative gouvernementale de le museler, de lui faire accepter sans murmures le démantèlement des acquis sociaux, la diminution du pouvoir d'achat des salaires, l'aggravation du chômage.

Un programme de combat s'impose. Le Comité central du P.C.B. formule les propositions suivantes :

1. Refus du budget 1980 :

refus des atteintes à la Sécurité Sociale, de la suppression du 13e mois d'allocations familiales pour les familles nombreuses ;

refus des augmentations de prix et de tarifs, des mesures restrictives frappant les usagers des transports en commun et les automobilistes ;

refus de toute tentative de blocage des salaires et traitements.

2. Réforme fiscale urgente :

a) mesures énergiques contre la grande fraude fiscale, contrôle du revenu des quelques milliers de personnes possédant plus de la moitié des fortunes, récupération de 100 milliards par ces moyens ;

b) suppression du cumul des revenus des époux ; indexation complète des barèmes fiscaux jusqu'à 750.000 francs ; réduction de la TVA sur les produits de première nécessité.

Il ne s'agit là que d'un premier barrage aux plans de la droite.

Le programme d'opposition doit s'assigner des objectifs de portée plus générale :

1. LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET RELANCE DE L'EMPLOI

a) Les 36 heures avec embauche compensatoire le 1er janvier 1980, dans les grandes entreprises et les services publics, sans perte de revenus ;

b) Le refus de toute fermeture, de tout licenciement ou de toute réduction du volume de l'emploi sans reconversion régionale préalable

c) Mise sous séquestre, en cas de fermeture ou de licenciements, des entreprises ayant bénéficié de l'aide publique ; obligation pour les holdings capitalistes et autres propriétaires d'entreprise de réinvestir une part importante de leurs bénéfices dans le pays.

## 2. DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT ET DES ACQUIS SOCIAUX

- a) Refus de tout pacte social ; sauvegarde de la liberté syndicale en matière de négociation à tous les niveaux des conventions ;
- b) Relèvement du salaire minimum interprofessionnel à 25.000 F., revenu minimum de 18.750 francs pour les allocataires sociaux ;
- c) Instauration d'une intervention patronale dans le budget de la sécurité sociale.

## 3. DEFENSE DES REGIONS ET DES COMMUNES

- a) Election à brève échéance au suffrage universel, direct et proportionnel des Conseils régionaux et communautaires ;
- b) Défense de l'autonomie communale et des finances communales ;
- c) Attribution aux pouvoirs régionaux et communaux des ressources nécessaires.

## 4. POUR UNE EUROPE DEMOCRATIQUE ET PACIFIQUE, POUR UN MONDE DE PAIX

- a) Blocage puis réduction des dépenses militaires comme contribution belge à l'arrêt de la course aux armements, à la création en Europe centrale d'une zone sans armes nucléaires et avec des armements conventionnels réduits. Refus de nouvelles implantations de missiles nucléaires ;
- b) Opposition résolue aux interventions et aux politiques néo-colonialistes, notamment en Afrique, appui aux mouvements de libération nationales et entre autres à la lutte des peuples palestiniens et d'Afrique australe. Solidarité avec le Vietnam qui se relève de trente années de guerres coloniales et néo-coloniales ;
- c) Développement de relations sur pied de réelle égalité et d'avantages mutuels avec le tiers monde comme avec les pays socialistes et tous les pays d'Europe et du monde.

Le Comité central du P.C.B. ajoute à ces propositions une préoccupation fondamentale : celle de sceller l'union de toutes les forces populaires, syndicales, démocratiques du pays, en vue de barrer la route à l'austérité , en vue de barrer la route à la reconstitution de la tripartite traditionnelle, qui prive le monde du travail de toute efficacité dans l'expression de ses objectifs, et donne à la droite le **champ libre** pour réaliser ses plans néfastes.

NOTE CONCERNANT LE REFLET DES MESURES D'AUSTERITE PRISES DANS LE CADRE DU BUDGET  
1980 SUR LE BUDGET D'UN MENAGE

---

I/ Inventaire des mesures et projets d'austérité dans le cadre du budget 1980

- le budget '80 qui a été publié fin juillet mais dont l'exposé des motifs ne sera disponible que fin octobre
- le projet- Califice, soumis à la mi-septembre aux partenaires sociaux, mais dont il est peu vraisemblable qu'il sera réalisé en tant que tel
- les arrêtés royaux De Wulf en matière de chômage, publiés fin septembre
- les décisions du Conseil des ministres de la dernière semaine de septembre, en application du budget 1980
- l'accord cadre que le gouvernement discute actuellement avec les partenaires sociaux

II/ Quel est l'exemple type d'un budget d'un ménage ?

A noter qu'il y a peu de matériel statistique disponible à ce sujet : la dernière enquête date de 73 -74 et n'est pas extrapolée sur la population entière.

Par ailleurs, certaines catégories de la population sont touchées par des mesures spécifiques, tel que les pensionnés, les chômeurs, les indépendants, mesures dont les effets ne sont pas calculées dans cet exposé.

C'est pourquoi nous prenons comme exemple type le couple avec deux enfants et ne disposant que d'un revenu (ouvrier ou employé).

III/ Reflet des différentes mesures d'austérité

A. Les mesures fiscales en matière de transport

On part de l'idée que le ménage dispose d'une voiture, d'un abonnement annuel au tram (ce qui est l'hypothèse minimum et donc l'évaluation la moins coûteuse +/- 5000 francs/an) et qu'il n'a pas l'intention de renoncer à utiliser les autoroutes.

Il y a +/- 3.000.000 de voitures dans ce pays et le gouvernement compte récupérer 4 milliards par la surtaxe sur l'essence et 3,5 milliards par la vignette

ce qui fait pour notre ménage :

- 1.350 francs de surtaxe
- 1.170 francs de vignette

Pour le transport en commun, l'hypothèse minimale d'une hausse de 12% d'un abonnement au tram de 5000 francs fait

- 600 francs d'augmentation des transports en commun

#### B. Les mesures concernant l'assainissement de l'INAMI

L'augmentation des cotisations AMI de 1% vise à récupérer 13,600 millions sur un total de +/- 2.500.000 travailleurs "actifs", ce qui fait :

- 5.500 francs d'augmentation des cotisations AMI

L'augmentation du ticket modérateur par la visite médicale coûtera aux assurés sociaux 580 millions, réparti sur 8,5 millions de bénéficiaires - 1,5 millions de VIPO, cela revient à une moyenne de +/- 83 francs par personne, donc :

- 330 francs de ticket modérateur

Les économies en matière de produits pharmaceutiques et de biologie clinique s'évaluent respectivement à 1 et 3 milliards, donc en moyenne 570 francs par personne :

- 2.280 francs d'augmentation du prix des médicaments et d'analyses médicales.

Pour les frais d'hospitalisation, il y a une moyenne de +/- 2 jours d'hospitalisation par bénéficiaire et on imposerait dès le premier jour d'hospitalisation 125 francs pour <sup>les</sup> adultes et 75 francs pour les enfants, ce qui fait :

- 800 francs de frais d'hospitalisation

Une série de mesures avec reflet direct sur le budget du ménage sont difficiles à évaluer :

- 1) remplacement d'une cotisation égale à 5% de l'assurance voiture et payée à l'ONSS, par une assurance obligatoire pour dommages corporels.
- 2) exclusion du régime AMI des cas "où l'assuré s'est mis dans une situation qui comporte un plus grand risque que la vie normale". Califice ne donne pas de chiffres, mais il est évident qu'une interprétation large de cette notion peut concerner des milliards de francs.
- 3) limitation de la notion de chef de famille en régime AMI.

### C. Politique familiale

La décision de ne pas payer le 14ième mois d'allocations familiales pour des enfants de 0 à 3 ans, peut s'évaluer dans notre cas, si le deuxième enfant n'a pas encore 3 ans, à une perte de 2000 francs.

- 2000 francs de suppression du 14ième mois d'allocations familiales

### IV. Reflet des mesures d'austérité prises dans le cadre du budget '80 sur le budget d'un ménage

Pour un ménage avec deux enfants, dont un qui n'a pas 3 ans et ne disposant que d'un revenu de travailleur, les pertes causées par le budget '80 s'évaluent comme suit :

- 1.350 francs	de surtaxe-essence
- 1.170 francs	de vignette autoroutière
- 600 francs	d'augmentation des transports en commun
- 5.500 francs	d'augmentation des cotisations AMI
- 330 francs	de ticket modérateur par visite médicale
- 2.280 francs	d'augmentation des médicaments et soins médicaux
- 800 francs	de frais d'hospitalisation
- 2.000 francs	de diminution des allocations familiales
-----	
14.030 francs	

De tous ces éléments, seules la surtaxe-essence et l'augmentation des prix des transports en commun se répercuteront dans l'indice des prix.

*Sans tenir* Tenant compte des décisions en matière d'AMI dont les implications financières sont difficiles à calculer et d'une série de mesures qui menacent les travailleurs en matière de loyers surtout de loyers sociaux, de fiscalisation des allocations familiales, de suppression des plafonds de cotisation (aussi celui de 32.000 francs concernant le chômage) etc., on peut évaluer la perte moyenne d'un ménage belge suit à l'exécution du budget '80 à 12.000 francs minimum.

## COMMENT LA POLITIQUE D'AUSTERITE FRAPPE LES MENAGES.

Quand il s'agit d'expliquer clairement à la population les conséquences de la politique actuelle de régression sociale, le gouvernement s'avère très peu communicatif. L'exposé des motifs du budget '80 vient seulement d'être publié et en matière de réforme globale de la sécurité sociale l'information est limitée à un très vague programme dont personne ne peut calculer actuellement les implications.

Néanmoins, il est possible de constater dès maintenant que l'application des dispositions du budget '80 en matière de politique sociale frappe durement les ménages des travailleurs.

A noter d'abord que cette politique aura des implications graves pour les pensionnés, les chômeurs et les petits indépendants. Mais, même en ne tenant pas compte de ces implications spécifiques, on peut conclure qu'un ménage moyen avec deux enfants et ne disposant que d'un revenu ouvrier ou employé verra en 1980 son budget diminué d'au moins 6.500 francs, répartis comme suit:

### 1. les mesures fiscales en matière de transport

- ° le gouvernement compte récupérer 4 milliards de la surtaxe d'un franc sur l'essence et de 3,5 milliards sur la vignette autoroutière. Sur un total de 3 millions de voitures, cela fait par voiture:

1.350.- de surtaxe  
1.170.- de vignette

- ° même en limitant l'emploi des transports en commun pour un ménage de 4 personnes, disposant d'une voiture, à un attergement annuel au tram - hypothèse tout à fait minimale - l'augmentation de 12% du prix de ce moyen de transport lui coûtera:

600.- d'augmentation du prix des transports en commun

### 2. les mesures concernant l'assainissement de l'INAMI

- ° le projet initial du ministre Califce d'augmenter de 1% les cotisations AMI n'est pas retenu par le gouvernement. A noter toutefois, que l'argent nécessaire ne sera pas pris là où il y a moyen de le trouver: la grande fraude fiscale, les super-bénéfices qui ne sont taxés que de 3 milliards supplémentaires.

Le gouvernement a préféré accepter le pourrissement continu de la situation financière de l'INAMI, qui reçoit un prêt le surchargeant de 2,5 milliards par an.

- ° L'augmentation du ticket modérateur par visite médicale coûtera aux assurés sociaux 580 millions. Pour un ménage moyen de 4 personnes cela revient à

300.- de tickets modérateur

- ° Bien que les économies en matière de produits pharmaceutiques, de prestations techniques médicales, de prestations techniques et de soins de kynésithérapie, sont réparties sur les médecins, les pharmaciens et les malades, il est évident que sans modification fondamentale du système de conventionnement, le malade payera la majeure partie de ces économies.

En moyenne, cela fait pour 4 personnes un minimum absolu de 2.280 .- d'augmentation du prix des médicaments, soins, etc.

- ° L'augmentation des frais d'hospitalisation coûtera en moyenne 800.- par ménage de frais d'hospitalisation.

- ° la décision de ne pas payer le 14e mois d'allocation familiale pour des enfants de 0 à 3 ans constituera par enfant une perte moyenne de 2.000 .-

De toutes ces dépenses imposées par la politique de régression sociale, seules la surtaxe essence et l'augmentation des prix des transports en commun se répercuteront dans l'indice des prix.

Ainsi on arrive à un total de  $8.530 - 1.950 = 6.580$  frs.

D'autre part, une série de mesures avec répercussion directe sur le budget d'un ménage sont difficiles à évaluer. Ainsi, le remplacement d'une cotisation égale à 5% de l'assurance voiture et payée à l'ONSS, par une assurance obligatoire pour dommages corporels; l'exclusion du régime AMI de cas "où l'assuré s'est mis dans une situation qui comporte un plus grand risque que la vie normale" et la limitation de la

notion de chef de famille en régime AMI. Signalons aussi que le SETCa de Bruxelles, disposant des mêmes éléments incomplets, arrive à une estimation de loin supérieure de certaines<sup>des</sup> mesures abordées.

En conclusion et sans exagération aucune, la perte moyenne d'un ménage de travailleur modeste, suite à l'exécution du budget '80, dépassera facilement 6.500 francs. En effet, il ne faut pas oublier que le budget des travailleurs est menacé aussi par une augmentation des loyers, surtout des loyers sociaux, par la fiscalisation des allocations familiales et par la suppression de tous les plafonds de cotisation en matière de sécurité sociale.

A l'attention des membres du B.P. de P. Joye, J. Nagels, L. Cuyvers  
SCHEMA EN VUE DU PLAN D'ACTION POUR LA RENTREE DE SEPTEMBRE-OCTOBRE  
1980

1) A mesure que la crise s'aggrave (aux niveaux du monde et de l'Europe capitalistes, comme à ceux de la Belgique et de ses régions) les puissances d'argent et la droite politique qu'elles inspirent concentrent leur offensive pour saper les bases de la sécurité d'emploi et de revenu, pour entamer les acquis sociaux et démocratiques, même les plus "imprenables" jusqu'ici, du mouvement ouvrier et des autres forces populaires, pour jeter les bases d'un "pouvoir fort" dont la première concrétisation pourrait être un cabinet d'affaires investi de larges pouvoirs spéciaux. Cette offensive, elles ont pu la mener jusqu'ici avec le soutien direct des états-majors politiques socialistes et "démocrétiens" ("ACW"), la tripartite actuelle ayant marqué une étape importante et aggravante de cette évolution.

2) L'attachement viscéral du monde du travail à ses conquêtes essentielles, un distanciellement non exempt d'hésitations mais certain des grandes forces syndicales envers la politique gouvernementale (surtout depuis l'arrivée des libéraux et le remplacement de Henrion par Hatry), une série de manifestations même partielles ou dispersées de la volonté de résistance (voire de riposte) de secteurs importants du monde du travail (7.12.79), enseignants, cheminots, postiers, réactions aux menaces de fermetures, voire aux fichages de syndicalistes...) ont contraint jusqu'ici le pouvoir de raboter et d'étaler dans une assez large mesure l'effet de ses mauvais coups contre la sécurité sociale et les services d'utilité publique, et de reporter à des temps "meilleurs" la remise en cause de l'indexation.

Il apparaît même que, dans la foulée de l'"assemblée des 1200" du Front commun (2.7.80), FEB-VEV et gouvernement ont dû reporter aux concertations de la rentrée, l'essentiel des discussions et des décisions sur :

- la réforme "fondamentale" de la sécurité sociale et d'abord son financement en 81;
- l'élaboration du budget de l'Etat pour 81;
- "la politique de l'emploi" (38 heures, cadres spéciaux, primes De Wulf...)

3) Cependant, en vue de ces échéances, la dimension idéologique de l'offensive du grand capital et de la droite bat son plein. Cf. le Conseil supérieur des Finances (relayé par Hatry), les options du plan 81-85 (relayé par Desmarets), le plan de la FEB sur la Sécurité sociale (fin juillet), sans oublier les déclarations-programmes de De Staercke (mai-juin) de Vaast Leysen (juin ?) et le manifeste d'"Entreprise et Société" (fin juin ?).

ET, sur un autre plan, l'offensive Luns-Poswick en matière de dépenses militaires, non-séparable de l'enjeu-fusées.

Cette campagne idéologique vise, au premier chef, à désarmer les confrontations sociales de la rentrée et à convaincre les états-majors réformistes de ne pas se désolidariser de l'offensive de crise renforcée qui se prépare -et cela en misant :

- a) sur les contre-coups de la nouvelle phase des "restructurations" qui frappent l'emploi dans les secteurs "difficiles" et, avant tout, ceux où l'Etat a investi massivement sans contrôle (sidérurgie, textile, papier, Sodemeca...)
- b) sur la soi-disant impuissance des pouvoirs publics à imposer quoi que ce soit aux puissances financières (cf. les réponses contradictoires de Hatry à Levaux, lors de la discussion de la loi-budgétaire, à propos de la taxation des fortunes et de la détaxation des successions; cf. Henrion au "Soir" sur le contrôle des changes; cf. surtout la prestation de Claes à la RTBF, fin juin - début juillet)
- c) sur le mythe persistant du "moindre mal", même par-delà l'enjeu-fusées, et auquel le vote désormais probable des deux lois sur la réforme pléguée de l'Etat, dont la mise en oeuvre reste en fait conditionnée par de problématiques accords sur Bruxelles et sur la réforme du Sénat, d'ici '82, peut fort bien apporter un nouvel aliment (ou une nouvelle "carotte").

4) Dans ces conditions, notre plan d'action et de propagande en vue de la rentrée devrait s'articuler particulièrement :

- a) en matière de disposition des forces :
  - sur la mobilisation "indépendante et globalisante" des travailleurs et de leurs organisations, en 1ère phase au nom du soutien critique et du contrôle démocratique des négociateurs syndicaux;

- sur l'interpellation concrète des structures et des élus socialistes et démo-chrétiens (ACW), pour qu'ils se désolidarisent nettement des options de la droite -jusques et y compris en invitant les chefs libéraux, renforts du VEV-lobby", du CVP et du Cepic, "à se soumettre ou à se démettre";
- sur l'occupation et l'utilisation maximales -(sans attendre les solutions bruxelloise et sénatoriale)- des structures régionales et communautaires, si boîteuses soient-elles, issues du marathon parlementaire d'été;
- sur le renforcement, la capacité de l'action, des initiatives, des effectifs du P.C.B.

b) en matière d'objectifs :

1. sur un plan d'urgence pour l'emploi, qui intègre les 36 heures avec embauche dans les secteurs et entreprises-clés, ainsi que l'égalisation des statuts par intégration des "cadres spéciaux", travailleurs en sous-traitance, etc..., mais qui mette au premier plan :

- le maintien et non la compression du pouvoir d'achat populaire (Indexation, indemnités sociales...)
- la mobilisation des "capitaux baladeurs", sans expropriation, mais en vue d'une planification impérative et régionalement articulée des investissements qui privilégie la création d'emplois (reconversion, logement, transport public, URE, normes dans les services d'utilité publique...);

(pour ces deux points, voir rapport du C.C.E., positions du "bâtiment",/....

Pareil plan devrait comporter, notamment, un "emprunt obligatoire" à bas taux d'intérêt, à financer par les holdings, banques, compagnies d'assurances (de l'ordre de 300 milliards (?) en 5 ans, par exemple).

. Dès lors aussi, la réorientation des interventions et aides publiques (qui "priment" aujourd'hui les investissements de rationalisation et détournent en fait de la création d'emplois), et l'instauration d'un sérieux contrôle des (grosses) transactions financières et des (grosses) opérations de change (sans oublier l'UEBL !);

ceci, dans une optique de "coopération dans l'indépendance réciproque aux niveaux C.E.E. ET mondial.;

- de même une redistribution des charges sociales des entreprises basée sur le capital investi (ou valeur ajoutée) en lieu et place de la masse salariale, et comportant le cas échéant des sanctions (déprimes) lorsque cette masse se voit réduite, alors que le capital investi augmente.

- enfin, la mise en place d'un secteur économique public important, coordonné, régionalement articulé et démocratiquement contrôlé (cf. énergie, industries grosses bénéficiaires de commandes publiques).

2. Sur un plan de redressement des finances publiques et des comptes de la Sécurité sociale, basé sur les moyens connus : on pourrait, par exemple, postuler dans un premier stade, une taxe sur les grosses fortunes d'un impact de +/- 50 milliards (?) et un plan sérieux de lutte contre la grosse fraude appelé à "récupérer" quelque 50 milliards par an (?).

Pareil plan implique, bien sûr, un repérage systématique des grosses fortunes (cadastre des "gros poissons" d'abord !), et un contrôle sérieux des grosses transactions et des gros comptes bancaires.

3. Sur l'établissement du rôle et des pouvoirs (contrôle, etc...)  
 a) des travailleurs et des syndicats;  
 b) de la "démocratie de base";  
 c) des assemblées élues.

4. Sur un engagement accru pour une Europe et un monde "plus pacifiques et moins armés" (enjeu fusées !) et pour une coopération Est-Ouest et Nord-Sud renforcée autant que possible dans un cadre C.E.E.

Bruxelles, le 23 juillet 1980

Louis VAN GEYT.